



Rapport sur la Politique Monétaire

Avril 2022

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR





Rapport sur la Politique Monétaire

—
Avril 2022



Sommaire

— Liste des Abréviations	07
— Liste des Graphiques	08
— Liste des Tableaux	09
— Communiqué de politique monétaire du 8 avril 2022	10
— Résumé analytique	12
1. Environnement international	14
1.1 — Activité économique mondiale	15
1.2 — Inflation et matières premières	16
1.2.1 Matières premières	16
1.2.2 Inflation	17
1.3 — Marché financier et politique monétaire	18
1.3.1 Marché financier et de change	18
1.3.2 Politique monétaire	18
2. Environnement économique national	20
2.1 — Activité économique	21
2.1.1 Activités minières	21
2.2 — Analyse de l'inflation	22
2.2.1 Inflation globale	22
2.2.2 Inflation sous-jacente	23
2.2.3 Indice des prix des produits frais et énergétiques	24
2.3 — Secteur monétaire et financier	24
2.3.1 Masse monétaire	24
2.3.2 Conditions monétaires	26
2.3.3 Marché de change	26
2.3.4 Stabilité financière	27
2.4 — Finances publiques	28
2.4.1 Recettes	28
2.4.2 Dépenses	29
2.4.3 Soldes budgétaires et financement	30
2.5 — Secteur extérieur	31
2.5.1 Exportations	32
2.5.2 Importations	33
2.6 — Perspectives macroéconomiques	33
2.6.1 Prévision macroéconomique dans le scénario de base	33
2.6.2 Comparaison des prévisions actualisées et précédentes	37
2.6.3 Prévisions macroéconomiques dans le scénario alternatif	38
2.6.4 Risques sur les perspectives de l'inflation	39
Annexes	40

Liste des Abréviations

AGB2A : Alliance Guinéenne de Bauxite, d'Alumine et d'Aluminium

BCE : Banque Centrale Européenne

BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée

BDT : Bons du Trésor

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CBG : Compagnie de Bauxite de Guinée

DER : Direction des Etudes et de la Recherche

DOC : Direction des Opérations de changes

DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FEC : Facilité Elargie de Crédit

FED : Réserve Fédérale des Etats-Unis

FMI : Fonds Monétaire International

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

PIB : Produit Intérieur Brut

SMB : Société Minière de Boké

UE : Union Européenne

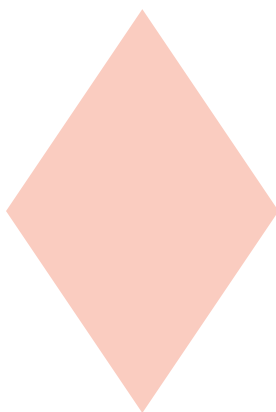


Liste des Graphiques

1	— Evolution de la production de bauxite (en millions de tonnes)	21
2	— Evolution de la production et des exportations d'alumine en 2021 (en milliers de tonnes)	21
3	— Evolution de la production d'or (en tonnes)	22
4	— Evolution de l'inflation en glissement annuel (en %)	23
5	— Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties (en milliards de GNF)	25
6	— Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (en milliards de GNF)	26
7	— Evolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD)	27
8	— Créances compromises et provisions (en milliards de GNF)	28
9	— Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)	29
10	— Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)	30
11	— Evolution de la balance commerciale (en millions d'USD)	31
12	— Evolution en glissement annuel des exportations par type de produits (en %)	32
13	— Evolution en glissement annuel des importations par type de produits (en %)	33
14	— Evolution de l'écart de production (en %)	34
15	— Evolution de la décomposition de l'écart de production (en %)	34
16	— Evolution de l'écart du taux de change réel et de sa décomposition (en %)	35
17	— Décomposition de l'écart de production étrangère (en %)	36
18	— Evolution de l'inflation et de sa décomposition (en %)	36
19	— Ecart du taux d'intérêt réel (en %)	37
20	— Prévision précédente et actualisée de l'inflation (en %)	37
21	— Evolution comparée des scénarii de base et alternatif de l'inflation (en %)	38

Liste des Tableaux

1 — Croissance économique mondiale (en %)	16
2 — Indice des matières premières	17
3 — Evolution de l'inflation mondiale (en %)	17
4 — Evolution des recettes et dons (en milliards de GNF)	29
5 — Evolution du financement du solde budgétaire (en milliards de GNF)	31
6 — Evolution du PIB réel (en milliards de GNF)	41
7 — La Balance des paiements (en millions de USD)	42
8 — Le taux de change du marché officiel et du marché parallèle de septembre 2020 à septembre 2021 (fin de période)	43
9 — Evolution des prix par fonction	43
10 — Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)	44
11 — Résultats de prévision du scénario de base	46
12 — Résultats de prévision du scénario alternatif augmentation du prix du carburant de GNF 10 000 à GNF 12 000	46
13 — Comparaison du scénario de base avec les scénarii alternatifs	47



**Communiqué
de Politique Monétaire
du 8 Avril 2022**

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu, dans la Salle du Conseil d'Administration de la BCRG, sa réunion ordinaire du quatrième trimestre 2021, le vendredi 8 avril 2022.

Au cours de cette session ordinaire, le CMP a passé en revue le contexte économique international et national récent, y compris l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie nationale ainsi que les perspectives macroéconomiques à moyen terme.

Le Comité a noté que comme au trimestre précédent, la croissance économique mondiale se renforce grâce au progrès continu des vaccinations contre la pandémie de COVID-19. La croissance économique s'accélère notamment aux Etats Unis (1,7 %), au Japon (1,3 %) et en Chine (1,6 %).

La flambée des cours des matières premières et la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont accéléré l'inflation mondiale. Elle reste élevée aux Etats Unis (6,7%), dans la Zone Euro (4,6%) et en Inde (5%).

L'indice global du prix des matières premières augmente de 12,1% par rapport au troisième trimestre, imputable à la progression des prix des produits énergétiques.

La politique monétaire est restée accommodante dans plusieurs pays, et restrictive dans d'autres.

Sur le plan national, le Comité a relevé que le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 5,5 % en 2021, grâce à la performance de tous les secteurs d'activités économiques.

Au quatrième trimestre 2021, les soldes de base avec dons compris et hors dons affichent des déficits de GNF 1 756,5 milliards et de GNF 1 803,9 milliards, respectivement.

La conduite de la politique monétaire est marquée par le maintien du taux directeur et du coefficient des réserves obligatoires respectivement, à 11,5 % et 16 % sur la période.

La liquidité globale a augmenté de 0,2 % par rapport à fin septembre 2021 pour s'établir à GNF 4 980,2 milliards à fin décembre 2021, imputable à la hausse simultanée des réserves excédentaires des banques et des réserves obligatoires.

Sur le marché des changes, le Comité a noté que le franc guinéen s'est apprécié de 3 % par rapport au dollar et de 5,8 % par rapport à l'euro sur le marché officiel, en raison des effets positifs du rapatriement des recettes d'exportation et de la rationalisation des dépenses publiques.

La masse monétaire est passée de GNF 40 141,7 milliards à fin septembre 2021 à GNF 40 581,5 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 1,1 %. Cette augmentation est portée aussi bien par l'accroissement des avoirs extérieurs nets que par ceux des avoirs intérieurs nets. En moyenne, la base monétaire se situe à GNF 17 251,8 milliards au quatrième trimestre 2021, contre un objectif prévisionnel de GNF 16 916,2 milliards.

Le compte extérieur s'est traduit par une balance commerciale excédentaire de USD 1 407,2 millions au quatrième 2021, en raison de l'augmentation plus prononcée des exportations des produits miniers et forestiers, et ce, malgré la hausse des importations de produits pétroliers et chimiques.

Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 11,8 % en janvier 2022, contre 12,6 % en décembre 2021 et 10,9 % en janvier 2021. Ce taux est porté par les prix de la composante alimentaire.

En termes de prévision, le Comité a noté que l'inflation, en glissement annuel, devrait se situer à 10,5 % au deuxième trimestre 2022, en raison de sa persistance, aux anticipations inflationnistes et, dans une moindre mesure, à la hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires.

Le Comité a pris note des principaux risques qui pèsent sur l'inflation que sont la baisse de la demande mondiale en lien avec la guerre en Ukraine, l'incertitude économique en rapport avec le contexte socio-politique et les effets des fêtes de pâques et de ramadan. Par ailleurs, ces effets pourraient être atténués par l'amélioration du transport interurbain résultant d'une probable finalisation des travaux de reconstruction des infrastructures routières.

En raison de la faible progression de la liquidité bancaire, de l'analyse de l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie nationale ainsi que la nature de l'inflation actuelle, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 11,5 %. Il a également décidé de maintenir le coefficient des réserves obligatoires à son niveau de 15 %, fixé lors de la réunion extraordinaire du Comité tenue le jeudi, 10 mars 2022.

Fait à Conakry, le 08 avril 2022

Le Président du Comité de Politique Monétaire
Dr Karamo KABA



Résumé analytique

Au quatrième trimestre 2021, l'économie mondiale a poursuivi sa reprise, soutenue par le progrès continu dans les campagnes de vaccination. La croissance économique s'accélère dans les économies avancées et émergentes, notamment aux Etats – Unis, au Royaume Uni, au Japon et en Chine. Dans la Zone Euro, la croissance économique s'est par contre décélérée par rapport à son niveau du troisième trimestre 2021, résultant du ralentissement de la croissance en France, en Italie et une contraction de la croissance en Allemagne.

La hausse des cours des matières premières et les perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement ont entraîné une accélération de l'inflation mondiale au quatrième trimestre 2021 aussi bien dans les économies avancées qu'émergentes. Le taux d'inflation aux Etats Unis s'établit à 7% au quatrième trimestre 2021, imputable à la hausse des prix des aliments, de l'énergie et du logement. Dans la zone Euro, l'inflation s'accélère pour atteindre 4,6 %, résultant principalement de l'augmentation des prix de l'énergie. Au Japon, en Chine et en Inde, l'inflation s'accélère pour atteindre 0,5%, 1,8% et 5%, respectivement.

Au quatrième trimestre 2021, l'indice global du prix des matières premières augmente de 12,1% par rapport au troisième trimestre, porté par la hausse des prix des produits énergétiques.

Les cours des produits énergétiques enregistrent une hausse de 26,5 % par rapport au troisième trimestre 2021, tiré principalement par le prix du gaz naturel. Par contre, les prix des produits non énergétiques ont baissé de 0,9 % au troisième trimestre 2021, en raison de la chute des prix des métaux et des métaux précieux.

Comme au trimestre précédent, la politique monétaire est restée accommodante dans plusieurs pays, et restrictive dans d'autres. La FED, la BCE et la Banque du Japon ont maintenu leur politique monétaire inchangée au quatrième trimestre 2021. Par contre, en raison de la pression inflationniste, la Banque Centrale du Brésil, les Banques d'Angleterre et de la Russie ont durci leur politique monétaire. Par ailleurs, la politique monétaire est restée accommodante à la Réserve Banque de l'Inde.

Sur le plan national, le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 5,5 % en 2021, grâce à la performance de tous les secteurs d'activités économiques. Du côté de la demande, elle serait portée par la consommation domestique et les exportations notamment minières.

Le secteur des finances publiques au quatrième trimestre 2021 est marqué par une détérioration de certains indicateurs budgétaires, en raison de l'augmentation des dépenses publiques dans un contexte de faible mobilisation des recettes fiscales. Les soldes de base avec dons compris et hors dons affichent des déficits de GNF 1 756,5 milliards et de GNF 1 803,9 milliards, respectivement. Le solde primaire enregistre également un déficit de GNF 1 519,11 milliards, contre un solde excédentaire de GNF 1 329,6 milliards au quatrième trimestre 2021. Par ailleurs, le solde budgétaire base caisse affiche un excédent de GNF 310,2 milliards.

Comme au trimestre précédent, la conduite de la politique monétaire est restée inchangée au quatrième trimestre 2021. Le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires sont restés à 11,5 % et 16 %, respectivement.

La liquidité globale du système bancaire augmente de 0,2 % par rapport à fin septembre 2021 pour s'établir à GNF 4 980,2 milliards à fin décembre 2021, en raison de la hausse des réserves excédentaires des banques, et contenue par une baisse des réserves obligatoires.

En moyenne, au quatrième trimestre 2021, sur le marché officiel, les taux de change du dollar et de l'euro par rapport au franc guinéen s'établissent à GNF 9 444,5 et GNF 10 810,5 respectivement, contre leur niveau de GNF 9 733,4 et GNF 11 480,1 durant le trimestre précédent. Sur le marché parallèle, les cours moyens du dollar et de l'euro s'établissent à GNF 9 000 et GNF 10 000 respectivement, contre GNF 9 766,7 et GNF 11 450 au troisième trimestre 2021. La prime de change se situe en moyenne à 0,4 % pour le dollar des Etats-Unis et à - 0,4 % pour l'euro au quatrième trimestre 2021, contre 0,6 % et 0,9 respectivement au troisième trimestre 2021.

L'évolution du franc guinéen par rapport aux principales devises s'explique notamment par les effets positifs du rapatriement des recettes d'exportation, de la digitalisation de la fiscalité et des droits de douanes, et de la rationalisation des dépenses publiques ainsi que de l'accroissement de la liquidité en devises sur le marché des changes.

La masse monétaire est passée de GNF 40 141,7 milliards à fin septembre 2021 à GNF 40 581,5 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 1,1 %, en lien avec l'augmentation simultanée des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs nets.

La balance commerciale enregistre un excédent de USD 2 964,5 millions contre un excédent de USD 1 345,7 millions au quatrième trimestre de 2020. Cet excédent est le reflet de l'augmentation plus prononcée des exportations des produits miniers et forestiers, et ce, malgré la hausse des importations de produits pétroliers et chimiques.

En glissement annuel, le taux d'inflation atteint 11,8 % en janvier 2022, contre 12,6 % en décembre 2021 et 10,9 % en janvier 2021. Elle est portée par les prix de la composante alimentaire, résultant notamment des effets des fêtes de fin d'année ainsi que la perturbation de l'approvisionnement des marchés en produits locaux de consommation.

Le taux d'inflation devrait s'établir à 10,5 % au deuxième trimestre 2022, en raison de sa persistance, des anticipations inflationnistes, et dans une moindre mesure des prix des produits énergétiques et alimentaires.

Les risques pesant sur l'inflation sont la baisse de la demande mondiale en lien avec la guerre en Ukraine, l'incertitude économique en rapport avec le contexte socio-politique et les effets des fêtes de pâque et de ramadan. Tout en gardant à l'esprit le risque d'augmentation des prix des produits pétroliers en relation avec les hostilités en Ukraine, ces effets pourraient être atténués par l'amélioration du transport interurbain résultant d'une probable finalisation des travaux de reconstruction des infrastructures routières ainsi que par l'application des mesures d'interdiction d'abus de position monopolistique édictées par le Gouvernement.

1

**Environnement
International**

Grâce au progrès dans les campagnes de vaccination, l'économie mondiale amorce une reprise au quatrième trimestre 2021

1.1 Activité économique mondiale

L'économie mondiale a poursuivi son redressement au quatrième 2021, grâce aux progrès continus des vaccinations dans les économies qui ont permis de revenir aux niveaux de mobilité et d'activité d'avant la pandémie. Cependant, les pénuries d'intrants et les tensions inflationnistes continuent d'affecter à la fois les coûts des entreprises et la consommation des ménages. L'industrie mondiale est affectée par des goulets d'étranglement dans le commerce mondial, dans un contexte de fort dynamisme de la demande.

Aux Etats Unis, la croissance économique s'est accélérée passant de 0,6 % au troisième trimestre 2021 à 1,7 % au quatrième trimestre 2021. Elle a profité de l'augmentation des stocks des entreprises soutenue par la vigueur de la production et les dépenses de consommation des ménages.

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 0,3 % contre 2,3 % au troisième trimestre 2021, suite au ralentissement de la croissance économique notamment en France et en Italie et une contraction de l'économie allemande.

En Allemagne, le PIB s'est contracté de 0,7%, contre 1,7% au troisième trimestre 2021. Cette contraction est due notamment à la dégradation de la situation sanitaire et à la persistance des problèmes d'approvisionnement particulièrement sensibles dans l'industrie allemande.

Après une augmentation de 3,1 % au troisième trimestre 2021, le PIB de la France a progressé de 0,7 % soit un ralentissement de sa croissance de 2,4 %. La croissance est tirée par la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

En Italie, le PIB a également ralenti en progressant de 0,6% après une augmentation de 2,6 %, dû à la recrudescence de la crise sanitaire.

Au Royaume-Uni, malgré l'arrivée de la vague du variant Omicron de Covid-19, le PIB a augmenté de 1,0% par rapport au troisième trimestre 2021 et de 6,5 % en glissement annuel.

Au Japon, le PIB a retrouvé une dynamique positive en accroissement de 1,7 %, contre un recul de 3,7 % au troisième trimestre 2021. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de la consommation des ménages (+2,8 %) qui a profité d'une nette amélioration de la situation sanitaire.

Tableau 1 — Croissance économique mondiale (en %)

	1 ^{er} trim 2020	2 ^e trim 2020	3 ^e trim 2020	4 ^e trim 2020	1 ^{er} trim 2021	2 ^e trim 2021	3 ^e trim 2021	4 ^e trim 2021
États-Unis	-1,3	-8,9	7,5	1,1	1,5	1,6	0,6	1,7
Zone euro	-3,5	-11,7	12,6	-0,3	-0,2	2,2	2,3	0,3
Allemagne	-1,8	-10,0	9,0	0,7	-1,7	2,2	1,7	-0,3
France	-5,7	-13,5	18,6	-1,1	0,2	1,3	3,1	0,7
Italie	-5,8	-12,7	15,8	-1,7	0,3	2,7	2,6	0,6
Royaume-Uni	-2,6	-19,4	17,6	1,5	-1,2	5,6	1,0	1,0
Japon	0,4	-7,9	5,3	1,8	-0,5	0,6	-0,7	1,3
Chine	-10,5	11,6	3,4	2,6	0,3	1,3	0,7	1,6
Inde	0,2	-25,3	24,1	8,6	0,4	-11,6	12,7	..
Russie	-0,2	-4,5	2,8	0,7	0,7	3,2	-0,8	..
Brésil	-2,3	-8,9	7,8	3,1	1,3	-0,4	-0,1	0,5
Afrique du Sud	0,1	-17,4	13,9	2,5	0,9	1,1	-1,5	1,2

Source : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance s'est accélérée en Chine, le PIB ayant augmenté de 1,6 % contre 0,7 % au troisième trimestre 2021. Elle est soutenue par la dynamique de la production industrielle, des ventes de détails et des investissements.

Au Brésil, le PIB a progressé de 0,5%, après des contractions 0,1% au troisième trimestre 2021. Cette croissance a été tirée par les secteurs de l'industrie et des services.

Le PIB de l'Afrique du Sud a augmenté de 1,2 % contre une contraction de 1,5% au troisième trimestre 2021. Cette performance résulte de la bonne tenue des secteurs de l'exploitation minière, de l'agriculture et de la manufacture.

En Afrique de l'Ouest, le PIB du Nigéria a progressé de 3,9 %, contre une réalisation de 4 % au trimestre précédent. Il est soutenu par le secteur non pétrolier. Dans l'UEMOA, le PIB progresserait, en variation annuelle, de 6,7% au quatrième trimestre 2021, après une hausse de 6,7% le trimestre précédent.

1.2 Inflation et matières premières

Les taux d'inflation mondiaux ont encore augmenté. Cela reflète en partie la hausse des prix de l'énergie depuis le début de 2021 et l'impact des goulots d'étranglement mondiaux sur l'inflation des biens.

1.2.1 — Matières premières

Au cours du quatrième trimestre 2021, les cours des matières premières se sont accrus de 12,1 % par rapport au troisième trimestre 2021, l'indice global se situant à 187,7. Le prix des produits énergétiques a principalement contribué à la hausse du cours des matières premières.

L'indice des produits énergétiques a augmenté de 26,5 % par rapport au troisième trimestre 2021 et de 135 % en glissement annuel, pour se situer à 245,4. Il est principalement tiré par le prix du gaz naturel, dont l'indice a augmenté de 72 % par rapport au troisième trimestre 2021 pour se situer à 461,3, due à la combinaison d'une forte reprise de la demande, d'événements météorologiques extrêmes et de ruptures d'approvisionnement imprévues qui ont entraîné un resserrement des marchés.

Le cours du baril s'est fixé à 78,3 dollars, contre 71,7 dollars le baril au trimestre précédent. Cette embellie des cours s'explique par plusieurs facteurs, parmi lesquels les perturbations de l'offre.

Par contre, les prix des produits non énergétiques ont légèrement baissé de 0,9 %, leur indice passant de 149,2 au troisième trimestre 2021 à 147,9 au quatrième trimestre 2021. Cette baisse est principalement due à celle des métaux et des métaux précieux de 11,9 % et de 1,5 %, respectivement. Par contre, les prix des produits alimentaires et boissons ont augmenté de 2,1 %, tirés par ceux de la boisson de 12,7 % et des produits alimentaires de 1,4 %.

Tableau 2 — Indice des prix des matières premières

	4 ^e trim 2020	1 ^{er} trim 2021	2 ^e trim 2021	3 ^e trim 2021	4 ^e trim 2021
Indice global	117,1	139,7	154,1	167,5	187,72
Energie	104,1	141,6	156,8	193,9	245,36
Gaz naturel	108,7	146,8	151,5	267,1	461,30
Pétrole brut	99,5	133,9	151,6	163,5	180,84
Non énergie	126,1	138,4	152,3	149,2	147,88
Produits agricoles industriels	107,1	112,4	117,4	110,8	114,48
Métaux	163,1	194,1	225,0	213,9	188,48
Métaux précieux	153,5	149,9	153,1	148,4	146,15
Aliments et Boissons	106,2	117,2	130,1	129,6	132,37
Boissons	87,4	92,0	97,2	112,1	126,34
Aliments	107,8	119,4	132,9	131,1	132,88
Céréales	132,7	154,9	170,5	163,9	-
Fertilisant	100,4	136,8	153,3	173,6	242,61

Source : Fonds Monétaire International

1.2.2 — Inflation

La hausse des cours des matières premières s'est reflétée dans l'inflation qui s'est accélérée dans les économies avancées et émergentes au quatrième trimestre 2021. Des perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement ont également contribué à l'accélération de l'inflation.

Aux Etats Unis, le taux d'inflation a atteint 6,7 % au quatrième trimestre 2021, causé en grande partie par la flambée des prix des aliments, de l'énergie et du logement. L'inflation s'est accélérée dans la zone euro pour atteindre 4,6 %, contre 2,8 % au troisième trimestre 2021. Cette accélération est due essentiellement aux prix de l'énergie, même si les prix des produits alimentaires et de nombreux biens et services augmentent également. L'indice des prix à la consommation ont augmenté de 5 % en Allemagne, de 2,7 % en France et de 3,5 % en Italie.

Au Royaume Uni, les prix ont augmenté de 4,4 %, contre 2,7 % au trimestre passé. Le Japon renoue avec l'inflation, qui enregistre une hausse de 0,5 %, contre une déflation de 0,2 % au troisième trimestre 2021.

Tableau 3 — Evolution de l'inflation mondiale (en %)

	4 ^e trim 2020	1 ^{er} trim 2021	2 ^e trim 2021	3 ^e trim 2021	4 ^e trim 2021
États-Unis	1,2	1,9	4,8	5,3	6,7
Zone euro	-0,3	1,1	1,8	2,8	4,6
Allemagne	-0,3	1,4	2,3	3,9	5,0
France	0,1	0,7	1,4	1,7	2,7
Italie	-0,2	0,6	1,2	2,2	3,5
Royaume-Uni	0,8	0,9	2,1	2,7	4,4
Japon	-0,9	-0,5	-0,7	-0,2	0,5
Chine	0,1	-0,1	1,3	1,0	1,8
Inde	5,0	4,4	5,3	4,8	5,0
Brésil	4,3	5,3	7,7	9,6	10,5
Russie	4,4	5,5	6,0	6,9	8,3
Afrique du Sud	3,2	3,1	4,9	4,9	5,4

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Dans les économies émergentes, les pressions inflationnistes se sont renforcées, sous l'effet conjugué de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie et du fléchissement des monnaies face au dollar des Etats Unis.

Ainsi, les prix ont augmenté en Chine de 1,8 % contre 1 % au troisième trimestre 2021. En Inde, le taux d'inflation s'est situé à 5 %, contre 4,8 % au troisième trimestre 2021. Les prix ont grimpé en Russie de 6,9 % au troisième trimestre 2021 à 8,3 % au quatrième trimestre 2021. L'inflation au Brésil a atteint 10,5 % après une hausse de 9,6 % au trimestre passé. En Afrique du Sud, le taux d'inflation s'est situé à 5,4%.

1.3 Marché financier et politique monétaire

1.3.1 — Marché financier et de change

Sur les marchés financiers internationaux, les principaux indices boursiers se sont orientés globalement à la hausse en 2021. À l'échelle mondiale, l'indice MSCI Monde a gagné de 7,0 %, en grande partie grâce à la vigueur des actions américaines.

En effet, les indices américains Dow Jones et Nasdaq se sont accrus de 18,7% et 21,4%, respectivement, grâce au regain de confiance des investisseurs. Le S&P 500 a gagné 11 % au cours du trimestre. De même, l'indice japonais Nikkei s'est inscrit en hausse de 4,9%, ainsi que l'indice français CAC40 qui a augmenté de 28,9%. Par contre, dans les économies émergentes, l'indice MSCI Emerging Markets a perdu de la valeur au quatrième trimestre et a sous-performé l'indice MSCI Monde.

Sur le marché obligataire, le rendement du Trésor américain à 10 ans a peu varié au cours du trimestre, passant de 1,49 % à 1,51 %. Le rendement à 2 ans des obligations du Trésor américain est passé de 0,28 % à 0,73 %.

Le rendement à 10 ans des obligations du Royaume-Uni est passé de 1,02 % à 0,97 %, en forte baisse début novembre, en raison du maintien des taux de la Banque d'Angleterre. Le rendement à 2 ans est passé de 0,41 % à 0,68 %.

Le rendement à 10 ans des obligations de l'Allemagne a peu changé, passant de -0,17 % à -0,19 %. Le rendement à 10 ans des obligations de l'Italie est passé de 0,86 % à 1,18 %.

De leur côté, les marchés des changes internationaux ont été marqués, au cours de l'année 2021, par une légère dépréciation de la devise européenne vis-à-vis du dollar américain, atteignant USD 1,1376 à fin décembre 2021.

1.3.2 — Politique monétaire

L'accélération de l'inflation est devenue la principale préoccupation des Banques Centrales dans les économies avancées et émergentes. Si la politique monétaire est restée accommodante, certaines Banques Centrales ont réduit leurs politiques d'injection de liquidité, tandis que d'autres ont durci leurs conditions monétaires.

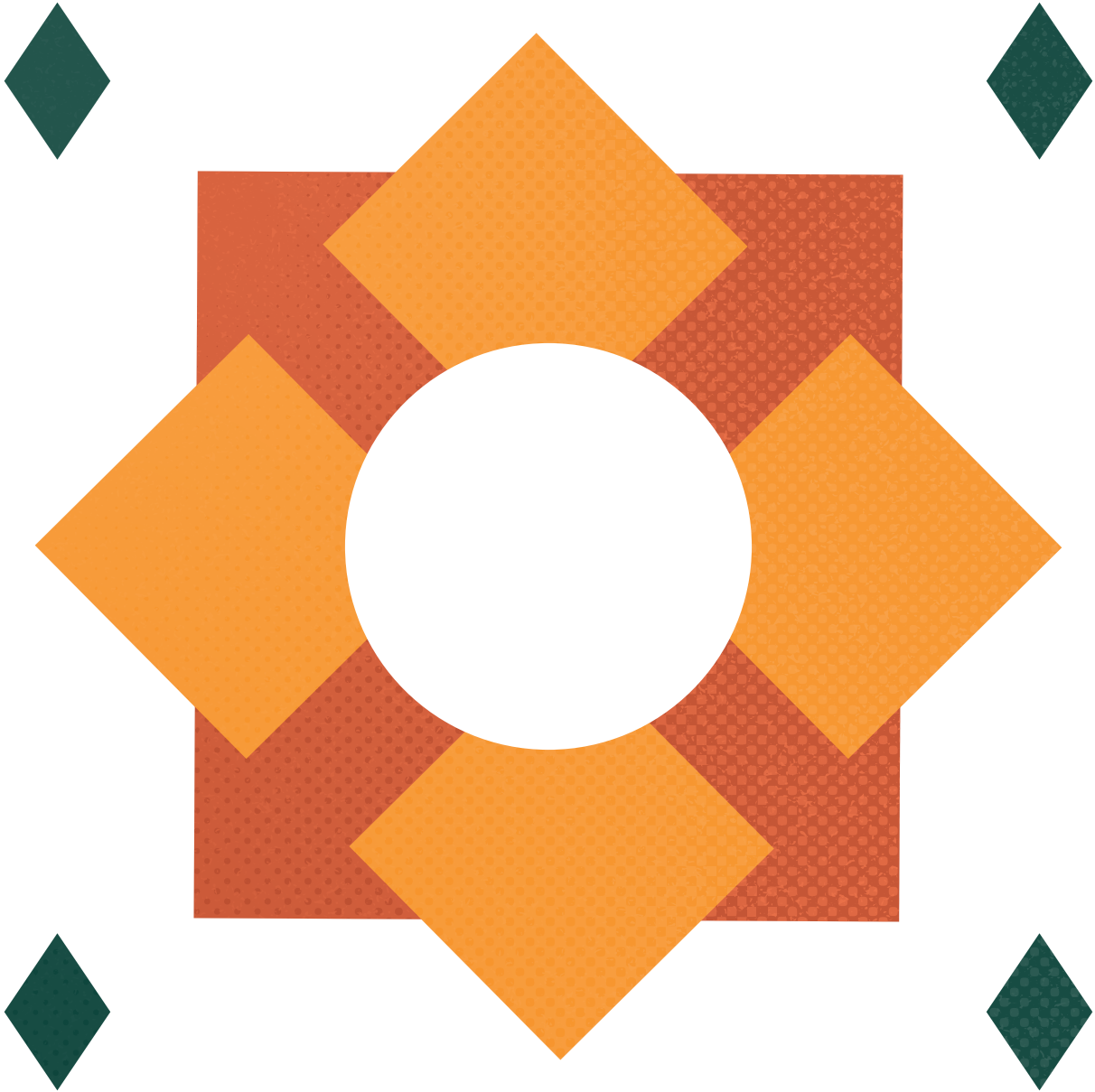
La Réserve Fédérale Américaine a décidé de maintenir ses taux d'intérêt dans une fourchette comprise entre 0% et 0,25%. Elle a toutefois réduit ses achats de titres compte tenu de l'évolution de l'inflation et de la poursuite de l'amélioration du marché du travail.

De même, la Banque Centrale Européenne a maintenu sa politique monétaire inchangée. Ainsi, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,00 %, 0,25 % et -0,50 %.

Face à la reprise économique encore fragile, la Banque du Japon a conservé son taux directeur négatif (-0,1%). Elle a poursuivi, sans fixer de limite supérieure au montant de ses achats d'obligations d'État japonais (JGB) afin de plafonner le rendement des JGB à 10 ans à environ 0,00 %.

En revanche, tenant compte des pressions inflationnistes, la Banque d'Angleterre a relevé son taux directeur à 0,25 % en décembre 2021. De même, la Banque Centrale du Brésil a resserré sa politique monétaire en portant ses taux à 9,25 % pour contrer l'inflation.

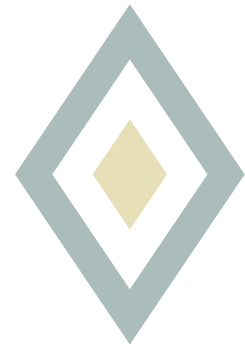
En raison des pressions inflationnistes liées à une croissance plus rapide de la demande par rapport à l'offre, la Banque de la Russie a durci ses conditions monétaires. Elle a ainsi relevé son taux directeur à 7,5 % en octobre 2021, puis à 8,5 % en décembre 2021. Par contre, la Réserve Banque de l'Inde a maintenu sa politique monétaire accommodante en vue de soutenir les activités économiques. Elle a laissé inchangé son taux directeur de prise de pension et le taux de la facilité marginale permanente à 4% et 4,25 %, respectivement.



2

Environnement économique national

2.1 Activité économique

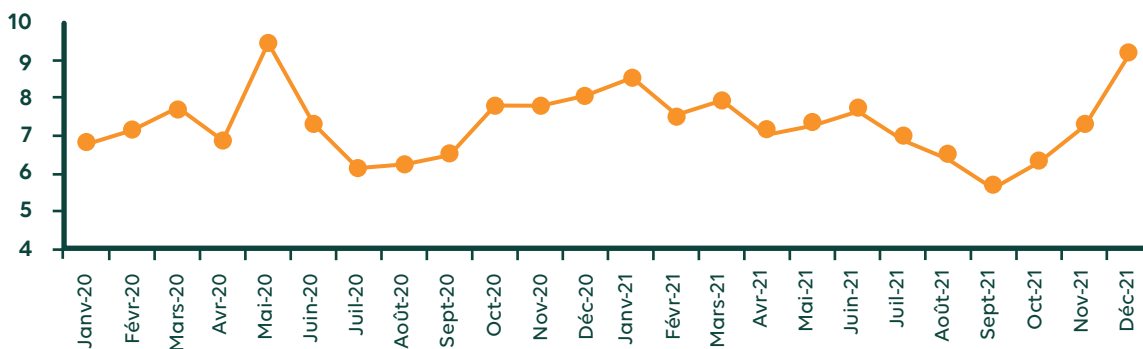


2.1.1 — Activités minières

- **Production de Bauxite**

La production de bauxite s'accroît de 19,6 % au quatrième trimestre 2021, contre une baisse de 13,8 % au précédent trimestre. En glissement annuel, elle se contracte de 4,5 %. La production totale de l'année baisse légèrement pour se situer à 87 milles tonnes en 2021, contre 88 milles tonnes l'année précédente. Les travaux d'extension de la CBG et la baisse de la demande mondiale sont les principales raisons de la baisse du niveau global de la production.

Graphique 1 — Evolution de la production de bauxite (en millions de tonnes)

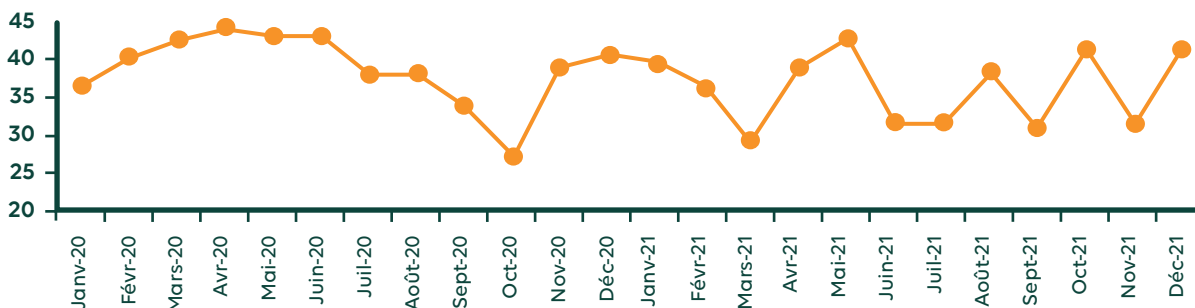


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- **Production d'Alumine**

La production d'alumine s'accroît de 12,6 % par rapport au trimestre précédent pour se situer à 107 800 tonnes au quatrième trimestre 2021, en lien avec la fin de la saison pluvieuse. En glissement annuel, elle augmente de 6,7 %.

Graphique 2 — Evolution de la production et des exportations d'alumine en 2021 (en milliers de tonnes)

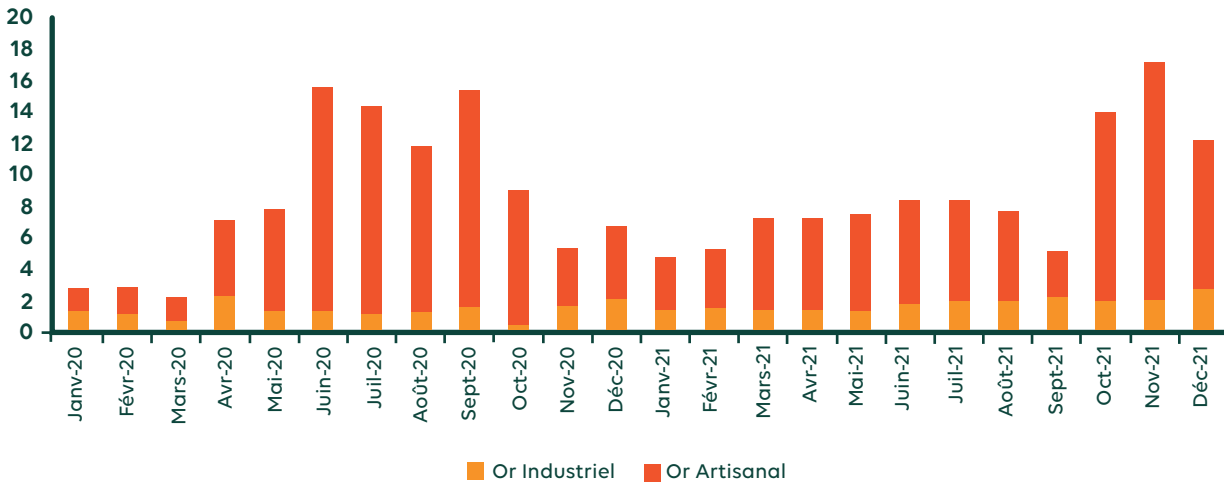


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- **Production de matières précieuses**

La production d'or augmente de 108,1% par rapport au trimestre précédent, pour se situer à 43,3 tonnes au quatrième trimestre 2021. En glissement annuel, elle augmente de 105,4 %. Cette embellie résulte de l'augmentation de la production de la Société Minière de Mandiana et la reprise des activités après la fin de la saison pluvieuse.

Graphique 3 — Evolution de la production d'or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La production de diamants s'accroît de 35,23 % par rapport au troisième trimestre 2021, pour se situer à 54 066 carats, en lien avec la reprise des activités après la saison pluvieuse. Elle se contracte de 36,56 %, en glissement annuel, en raison des effets conjugués de la pandémie.

- **Production de fer**

La production de fer s'établit à 154 189 tonnes au quatrième trimestre 2021, soit un accroissement de 30,9 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec la reprise des grands travaux de constructions des voiries urbaines. En glissement annuel, elle baisse de 25,2 % par rapport au dernier trimestre 2020.



2.2 Analyse de l'inflation

2.2.1 — Inflation globale

En glissement annuel, le taux d'inflation s'établit à 11,8 % en janvier 2022, contre 12,6 % en décembre 2021 et 10,9 % en janvier 2021. L'inflation est tirée par les prix de la composante alimentaire, qui a augmenté de 13,5 %, en lien avec les fêtes de fin d'années ainsi qu'avec la perturbation de l'approvisionnement des marchés en produits locaux de consommation.

La hausse des prix des produits alimentaires résulte de celle des prix des sous-groupes », « Sel, épices et produits alimentaires », « légumes autres que pommes de terre et tubercules », « Boissons alcoolisées », « viande » et « Café, thé, cacao et autres végétaux pour tisanes », qui progressent respectivement de 44,7 %, 39,8 %, 37,9 %, 22,8 % et 12,4 % en glissement annuel.

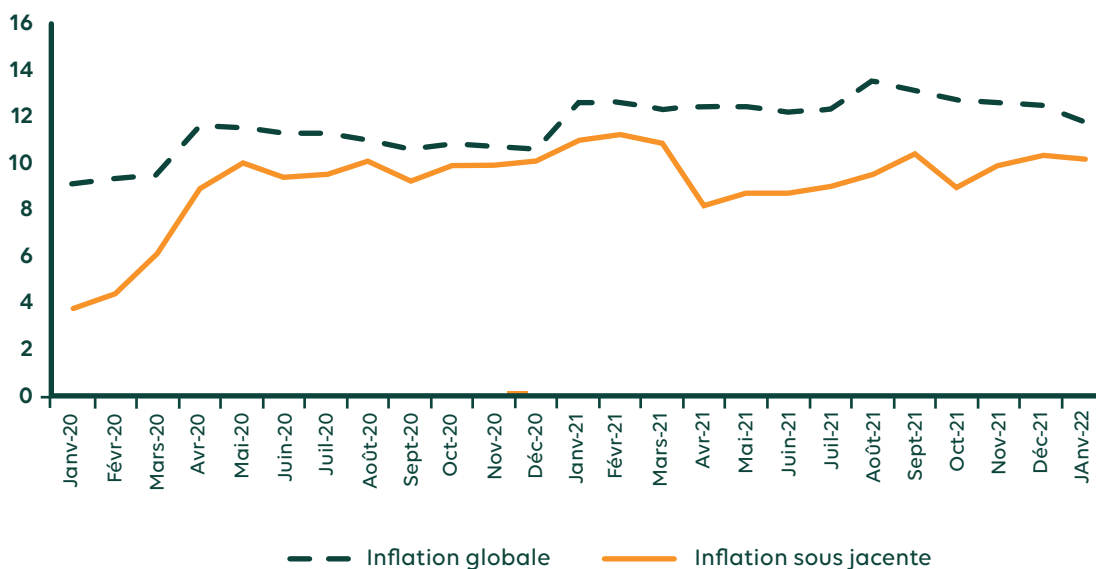
Parmi la composante alimentaire, la variation des prix à la consommation résulte principalement de la hausse des prix des produits locaux, qui enregistrent une augmentation de 12,9 % en janvier 2022, contre une hausse de 7,9 % des prix des produits importés. L'augmentation des prix des produits locaux s'explique par les dépenses implicites liées à la saison sèche (arrosage, entretien des champs, ...) et à la perturbation du réseau de transport liée aux travaux de reconstruction des infrastructures routières.

2.2.2 — Inflation sous-jacente

En janvier 2022, l'inflation sous-jacente représentée par l'indice des prix hors énergie et produits frais s'établit à 10,2 % en glissement annuel, contre 10,4 % en septembre 2021 et 11 % en janvier 2021. Elle est tirée principalement à la hausse par les prix des produits d'ameublement, des équipements ménagers et d'entretiens courants de la maison (33 %), des produits alimentaires et des boissons (12,3 %) ainsi que des médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques (9,9 %).

La forte augmentation des prix des services domestiques (109,1 %), des biens et des services d'entretiens courants de l'habitation (57 %) impacte à la hausse l'évolution des prix des « biens d'ameublement, d'équipements ménagers et d'entretiens courants de la maison ». L'augmentation des prix des « produits alimentaires et des boissons » est liée à l'augmentation des prix des « légumes autres que les pommes de terre et les tubercules » (32,6 %), de la viande (22,8 %) et boissons (19,5 %). L'évolution des prix des médicaments et autres produits pharmaceutiques résulte de celle des prix des médicaments traditionnels.

Graphique 4 — Evolution de l'inflation en glissement annuel (en %)



Source : Calculs à partir des données de l'Institut National de la Statistique

2.2.3 — Indice des prix des produits frais et énergétiques

L'indice des produits énergétiques s'accroît, en glissement annuel, de 5,5 % en janvier 2022, contre 8,3 % en septembre 2021 et 1,4 % en janvier 2021. L'augmentation de 16,3 % des prix des carburants et lubrifiants ont principalement contribué à celle de l'indice des produits énergétiques. Toutefois, l'indice des prix du gaz baisse de 3,6 %, en glissement annuel, pour se situer à 970,6 en janvier 2022, suite à la baisse des prix du gaz butane en septembre 2021.

En janvier 2022, les prix des produits frais augmentent de 13,9 %, en glissement annuel, en raison de la forte augmentation des prix du sel, des épices et des sauces (44,7 %), des légumes frais (40,7 %) et des poissons et autres produits de la pêche séchés ou fumés (8,4 %).

2.3 Secteur monétaire et financier

2.3.1 — Masse monétaire

La masse monétaire est passée de GNF 40 141,7 milliards à fin septembre 2021 à GNF 40 581,5 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 1,1 %, en lien avec l'augmentation simultanée des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs nets. En glissement annuel, la masse monétaire atteint une croissance de 8,4 %, portée notamment par le renforcement des avoirs extérieurs nets et dans une moindre mesure, par celle des avoirs intérieurs nets.

2.3.1.1 Contreparties de la masse monétaire

- **Avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets enregistrent une augmentation de 0,2 % par rapport à fin septembre 2021 pour se situer à GNF 14 627,2 milliards à fin décembre 2021. Cette augmentation résulte de la baisse des engagements liés à l'abandon de créances par le FMI. En glissement annuel, la croissance des avoirs extérieurs de 20 % est portée simultanément par les avoirs extérieurs des banques et par celles de la Banque Centrale.

A fin décembre 2021, les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission se renforcent de 2,7 % pour s'établir à GNF 9 500,5 milliards (USD 1 055,2 millions), contre son niveau de GNF 9 247,7 milliards (USD 1 026,9 millions) atteint à fin septembre 2021. Cette amélioration résulte de la hausse de l'or monétaire. Aussi, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale enregistrent une augmentation de 8,5 % en glissement annuel, due essentiellement au rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs artisanaux. Par ailleurs, les avoirs extérieurs des banques passent de GNF 5 352,3 milliards à fin septembre 2021 à GNF 5 126,7 milliards à fin décembre 2021 avant d'enregistrer une amélioration de 49,4 % en glissement annuel. L'amélioration en glissement annuel est attribuable au rapatriement des recettes d'exportations des sociétés minières.

- **Avoirs intérieurs nets**

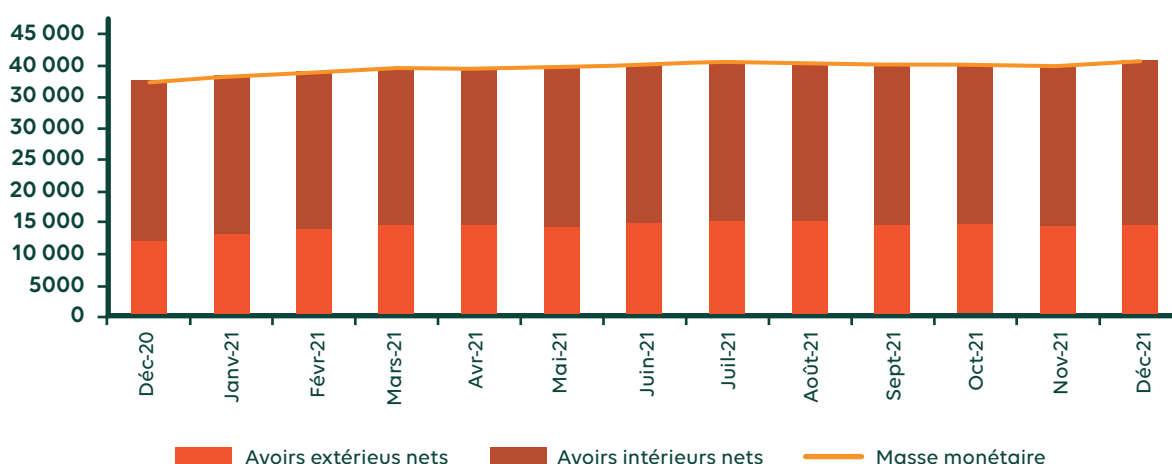
A fin décembre 2021, les avoirs intérieurs nets se sont chiffrés à GNF 25 954,3 milliards contre GNF 25 541,7 milliards à fin septembre 2021, soit une hausse de 1,6 %. Cette progression s'explique par la dégradation de la position nette du Trésor auprès du système bancaire et de la hausse des crédits au secteur privé. En glissement annuel, la croissance des avoirs intérieurs nets de 2,9 % est tirée par les crédits au secteur privé et dans une moindre mesure, par la détérioration de la position nette du trésor dans les livres de la Banque Centrale.

En effet, la position nette du Trésor auprès du système bancaire s'établit à GNF 20 322,7 milliards au 31 décembre 2021, en détérioration de GNF 391,8 milliards (2%) par rapport à son niveau à fin septembre 2021, en lien avec l'endettement du Trésor dans les livres de la Banque Centrale dans un contexte de désendettement auprès des banques commerciales. La détérioration de la position nette du Trésor auprès de la Banque Centrale est imputable au besoin de trésorerie de l'Etat résultant d'une augmentation des dépenses de l'Etat suite au dégel de certains comptes de l'administration.

L'endettement du Trésor dans les banques commerciales passe de GNF 8 732,8 milliards à fin septembre 2021 à GNF 8 699,7 milliards à fin décembre 2021, soit une baisse de 0,4 %.

Les crédits au secteur privé enregistrent une augmentation de 4 % par rapport à fin septembre 2021 et 6,7 % en glissement annuel pour s'établir à GNF 13 887 milliards à fin décembre 2021. Cette évolution trimestrielle est aussi bien portée par les crédits à court terme que par ceux à long terme, enregistrant une amélioration de 2,1 % et 7 %, respectivement.

Graphique 5 — Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties (en milliards de GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.1.2 Composantes de la masse monétaire

En termes de composantes, la croissance trimestrielle de la masse monétaire résulte de la hausse de la circulation fiduciaire et les dépôts à terme contenue par une baisse des dépôts en devises. En glissement annuel, elle reste tributaire de l'augmentation de la circulation fiduciaire, les dépôts à vue et dans une moindre mesure, par celles des dépôts en GNF et en devises.

- **Circulation fiduciaire**

La circulation fiduciaire passe de GNF 11 695,1 milliards à fin septembre 2021 à GNF 12 074,2 milliards, soit une hausse de 3 %. Cet accroissement résulte en partie de la détérioration de la position nette du trésor, de la hausse des réserves de change et des crédits au secteur privé. En glissement annuel, elle progresse de 4,6 %, en raison principalement de l'augmentation des avoirs extérieurs nets.

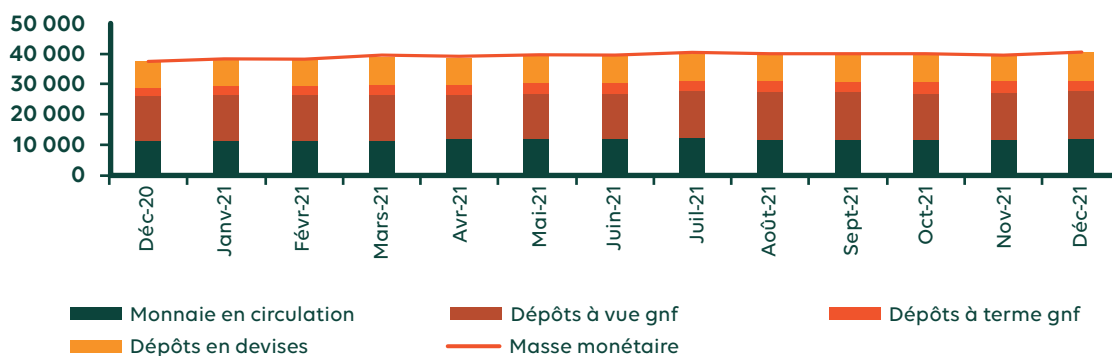
- **Dépôts**

Les dépôts bancaires s'établissent à GNF 28 509,6 milliards à fin décembre 2021, contre GNF 28 446,6 milliards à fin septembre 2021, soit une hausse de 0,2 %, et une hausse de 10,2 % en glissement annuel. Bien que ces dépôts bancaires soient constitués des dépôts à vue, des dépôts en devises, sa progression trimestrielle est expliquée par la hausse des dépôts à terme de 3,7 %. La tendance annuelle des dépôts bancaires est portée par les toutes les catégories de dépôts.

Les dépôts à vue enregistrent une amélioration de 0,5 % par rapport à fin septembre 2021 et de 8,7 % en glissement annuel. L'évolution trimestrielle est expliquée par l'augmentation des dépôts du secteur privé.

S'inscrivant dans la même évolution que les dépôts à vue, les dépôts à terme se sont accrus de 3,7 % par rapport à fin septembre 2021 et de 17,6 % un an auparavant, en raison de l'accroissement des dépôts des établissements de monnaie électroniques et des crédits au secteur privé.

Graphique 6 — Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (en milliards de GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.2 — Conditions monétaires

Au quatrième trimestre 2021, les principaux instruments de la politique monétaire sont restés inchangés. Le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires sont restés à leur niveau constaté au troisième trimestre 2021, de 11,5 % et 16 %, respectivement.

- **Liquidité bancaire**

La situation des banques de dépôt est marquée par une augmentation de la liquidité globale de 0,2 % par rapport à fin septembre 2021 pour s'établir à GNF 4 980,2 milliards à fin décembre 2021. Cette amélioration est portée par la hausse des réserves excédentaires des banques et des réserves obligatoires.

- **Structure des taux d'intérêt**

Comme dans les trimestres précédents de 2021, le taux débiteur maximum moyen des banques est resté inchangé par rapport au trimestre précédent pour se fixer à 22,25 %. Le taux créditeur moyen sur les comptes à terme progresse de 0,08 % par rapport au troisième trimestre 2021 pour s'établir à 3,41 au quatrième trimestre 2021.

Par contre, les taux moyen pondéré des bons du Trésor enregistrent une augmentation pour les maturités de 91 jours et 182 jours et une baisse pour les bons du Trésor à 364 jours. Le taux moyen pondéré des bons du Trésor à 91 jours passe de 11,7 % au troisième trimestre 2021 à 13 % au quatrième trimestre 2021, soit une hausse de 1,3 %. Le taux moyen des bons du Trésor à 182 jours augmente de 0,06 % rapport au troisième trimestre 2021 pour se situer à 13,2 % au quatrième trimestre 2021. Par ailleurs, le taux moyen pondéré des bons du Trésor de 364 jours est fixé à 13,37 % au quatrième trimestre 2021, contre 13,4 % au trimestre précédent.

2.3.3 — Marché de change

- **Cours de change**

Malgré le contexte marqué par l'apparition du nouveau variant de la pandémie de covid-19, le marché de change enregistre une appréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises tant sur le marché officiel que parallèle. A fin décembre 2021, le franc guinéen s'apprécie de 6,1% par rapport au dollar des Etats-Unis sur le marché officiel pour se situer à GNF 9 114,1 contre, GNF 9 704,8 à fin septembre 2021. Concernant le taux de change de l'euro, il s'apprécie de 8,9 % pour atteindre GNF 10 308,1, contre GNF 11 310 à fin septembre 2021. En moyenne, au quatrième trimestre 2021, sur le marché officiel, les taux de change du dollar et de l'euro par rapport au franc guinéen s'établissent à GNF 9 444,5 et GNF 10 810,5 respectivement, contre leur niveau de GNF 9 733,4 et GNF 11 480,1 durant le trimestre précédent.

Sur le marché parallèle, le taux de change du dollar par rapport au franc guinéen passe de GNF 9 766,7 à fin septembre 2021 à GNF 9 000 à fin décembre 2021, soit une appréciation de 7,8 %. Le cours de change de l'euro par rapport au franc guinéen est de GNF 10 000 à fin décembre 2021, contre GNF 11 450 à fin septembre 2021. Au cours du quatrième trimestre 2021, les taux de change moyens du dollar et de l'euro sont de GNF 9 481,3 et de GNF 10 765,4 respectivement, contre GNF 9 793,5 et GNF 11 580,2 au trimestre précédent.

La prime de change se situe en moyenne à 0,4 % pour le dollar des Etats-Unis et à - 0,4 % pour l'euro au courant du quatrième trimestre 2021, contre 0,6 % et 0,9 respectivement au troisième trimestre 2021.

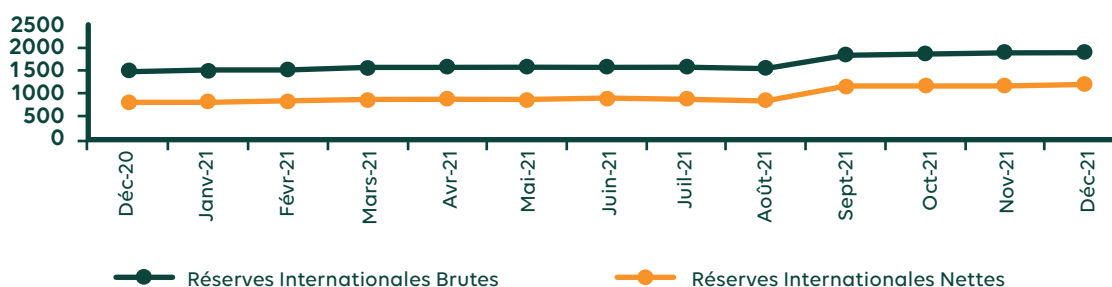
L'évolution du franc guinéen par rapport aux principales devises s'explique notamment par les effets positifs du rapatriement des recettes d'exportation et de vente d'or via la BCRG, la rationali-

sation des dépenses publiques ainsi que l'accroissement de la liquidité en devises sur le marché des changes lié à la mise en place de la salle des marchés.

- **Réserves de change**

Comme au trimestre précédent, les réserves brutes de change se sont renforcées de 3 % par rapport à fin septembre 2021 pour se situer à USD 1 909,9 millions à fin décembre 2021. Ce niveau permet de couvrir environ 4 mois d'importations de biens et services. De même, les réserves internationales nettes se situent à USD 1 209,4 milliards à fin décembre 2021, contre USD 1 163,4 millions à fin septembre 2021. Le renforcement aussi bien des réserves internationales brutes que des réserves internationales nettes provient principalement du rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs artisanaux et de la mobilisation des recettes minières de l'Etat.

Graphique 7 — Evolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.4 — Stabilité financière

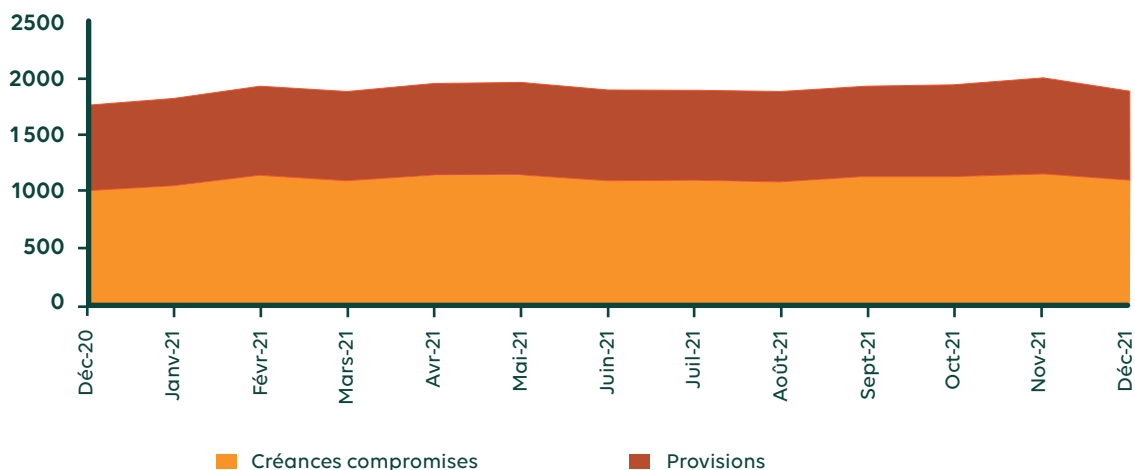
- **Qualité du portefeuille bancaire**

Les créances compromises passent de GNF 1 136,9 milliards à fin septembre 2021 à GNF 1 095,7 milliards à fin décembre 2021 (soit 7,9 % des créances au secteur privé), soit une baisse de 4 %. En glissement annuel, les créances compromises augmentent de 9 %.

- **Provisions**

Les provisions constituées enregistrent une baisse de 0,3 % par rapport à fin septembre 2021 pour se situer à GNF 790,8 milliards à fin décembre 2021. En glissement annuel, la croissance des provisions constituées est de 4 %. Ces provisions couvrent 72,2 % des créances compromises, contre 69,8 % à fin septembre 2021 et 75,9 % à fin décembre 2021.

Graphique 8 — Créances compromises et provisions (en milliards de GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.4 Finances publiques

Dans un contexte de transition politique, l'exécution budgétaire au quatrième trimestre 2021 est marquée par une dégradation des indicateurs budgétaires. Les soldes budgétaires base engagement dons inclus et dons exclus ainsi que le solde primaire enregistrent des déficits en raison de la hausse plus marquée des dépenses publiques, en dépit d'une faible mobilisation des recettes totales.

2.4.1 — Recettes

Le ralentissement de l'activité économique au quatrième trimestre 2021 dû au changement politique en début septembre 2021, a entraîné une baisse des recettes et dons de 10,3% par rapport au trimestre précédent pour se situer à GNF 4 648,9 milliards. Cette baisse est aussi bien portée par les recettes que par les dons.

Les recettes courantes mobilisées passent de GNF 5 029,8 milliards au troisième trimestre 2021 à GNF 4 596,4 milliards au quatrième trimestre 2021, soit une baisse de 8,6 %. Cette détérioration résulte d'une baisse des recettes non minières, en dépit d'une amélioration des recettes minières. Toutefois, elles augmentent de 34 % en glissement annuel, résultant des effets des réformes fiscales engagées par les autorités notamment la mise en place du guichet unique du commerce extérieur, le e-tax, la dématérialisation de taxes liées à l'immatriculation des véhicules et au permis de conduire.

Tableau 4 — Evolution des recettes et dons (en milliards de GNF)

	4 ^{ème} trim 2020	1 ^{er} trim 2021	2 ^{ème} trim 2021	3 ^{ème} trim 2021	4 ^{ème} trim 2021
Recettes Courantes	4 222,5	4 824,4	5 923,0	5 029,8	4 596,4
Secteur minier	608,1	816,7	904,3	776,2	812,7
Secteur non minier	3 614,4	4 007,7	5 018,8	4 253,6	3 783,7
Dons et Emprunts	289,5	296,3	471,5	150,5	52,5
Dons affectés	80,4	255,8	471,5	150,5	52,5
Dons non affectés	209,1	40,5	0,00	0,00	0,00

Source : Ministère du Budget

En baisse de 11 % par rapport au troisième trimestre 2021, les recettes non minières atteignent GNF 3 783,7 milliards au quatrième trimestre 2021. Cette baisse est portée par la faible mobilisation des contributions directes qui enregistrent une baisse de 51 %. En outre, en glissement annuel, les recettes non minières se contractent de 40 %.

Par ailleurs, les taxes sur les biens et services passent de GNF 2 131,1 milliards au troisième trimestre 2021 à GNF 2 179,9 milliards au quatrième trimestre 2021, soit une hausse de 2,3 % liée à l'amélioration des taxes spéciales sur les produits pétroliers. De même, les recettes sur le commerce international s'établissent à GNF 946,8 milliards au quatrième trimestre 2021, contre GNF 827,8 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 14,4 % lié à l'augmentation des importations de biens et services.

Les recettes minières enregistrent une amélioration de 4,7 % par rapport au troisième trimestre 2021 pour se situer à GNF 812,7 milliards au quatrième 2021. Cette amélioration est expliquée par l'augmentation de la production minière. Elles augmentent de 5 % en glissement annuel.

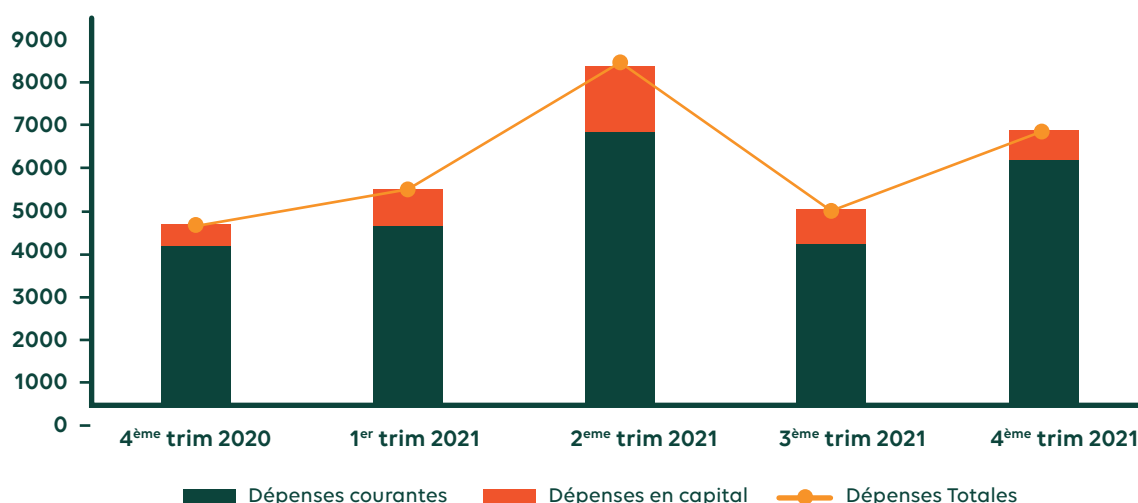
En se contractant de 46,5% par rapport au troisième trimestre 2021 et de 82 % en glissement annuel, les recettes non fiscales s'établissent à GNF 269,6 milliards au quatrième trimestre 2021.

En raison de l'incertitude engendrée par le changement intervenu le 05 septembre 2021, les dons et emprunts se contractent de 65,1 % par rapport au troisième trimestre 2021 pour se situer à GNF 52,5 milliards au quatrième trimestre 2021. Ils se contractent également de 35 % en glissement annuel.

2.4.2 — Dépenses

Dans un contexte de reprise des activités économiques après le changement intervenu le 05 septembre 2021, les dépenses publiques exécutées enregistrent une augmentation de 40 % pour s'établir à 6 405,4 milliards au quatrième trimestre 2021. En glissement annuel, elles croissent de 51 %. Cette progression est expliquée par celle des dépenses courantes, en raison du dégel progressif de certains comptes de l'administration publique, et contenue par la baisse des dépenses en capital.

Graphique 9 — Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Les dépenses courantes croissent de 50 % par rapport au troisième trimestre 2021 pour atteindre GNF 6 405,6 milliards au quatrième trimestre 2021, en raison notamment de l'augmentation simultanée des dépenses d'autres biens et services et celles des subventions et des transferts, et ce, malgré une baisse des traitements et salaires et du paiement d'intérêts de la dette publique. En glissement annuel, elles augmentent de 53 %.

Les dépenses d'autres biens et services passent de GNF 1 007,7 milliards au troisième trimestre 2021 à GNF 1 385,7 milliards au quatrième trimestre 2021, soit une augmentation de 38 %. Elles augmentent de GNF 712,5 milliards en glissement annuel.

Les subventions et les transferts, en s'établissant à GNF 2 996 milliards au quatrième trimestre 2021, augmentent de GNF 2 001,4 milliards par rapport au troisième trimestre 2021 et de GNF 1 985,1 milliards en glissement annuel.

En raison d'une plus grande maîtrise de l'effectif de la fonction publique, les dépenses sur traitements et salaires se contractent de 8 % par rapport au troisième trimestre 2021 et augmentent de 16 % en glissement annuel pour se situer à GNF 1 336,6 milliards au quatrième trimestre 2021.

Comme au deuxième trimestre 2021, les paiements des intérêts sur la dette publique baissent de 81 % par rapport au troisième trimestre 2021, pour s'établir à GNF 74,4 milliards. Cette baisse est liée à celles des paiements des intérêts sur la dette extérieure et intérieure de 61 % et 89 %, respectivement.

Les dépenses en capital passent de GNF 727,7 milliards au troisième trimestre 2021 à GNF 612,7 milliards au quatrième trimestre 2021, soit une baisse de 16 %, en raison de la baisse de 55 % des engagements des dépenses en capital sur financement extérieur. En glissement annuel, elles croissent de 36 %. Par ailleurs, les dépenses en capital sur financement intérieur augmentent de 62 % par rapport au troisième trimestre 2021 pour se situer à GNF 397,3 milliards au quatrième trimestre 2021, en raison de la reprise des travaux de reconstruction des infrastructures routières.

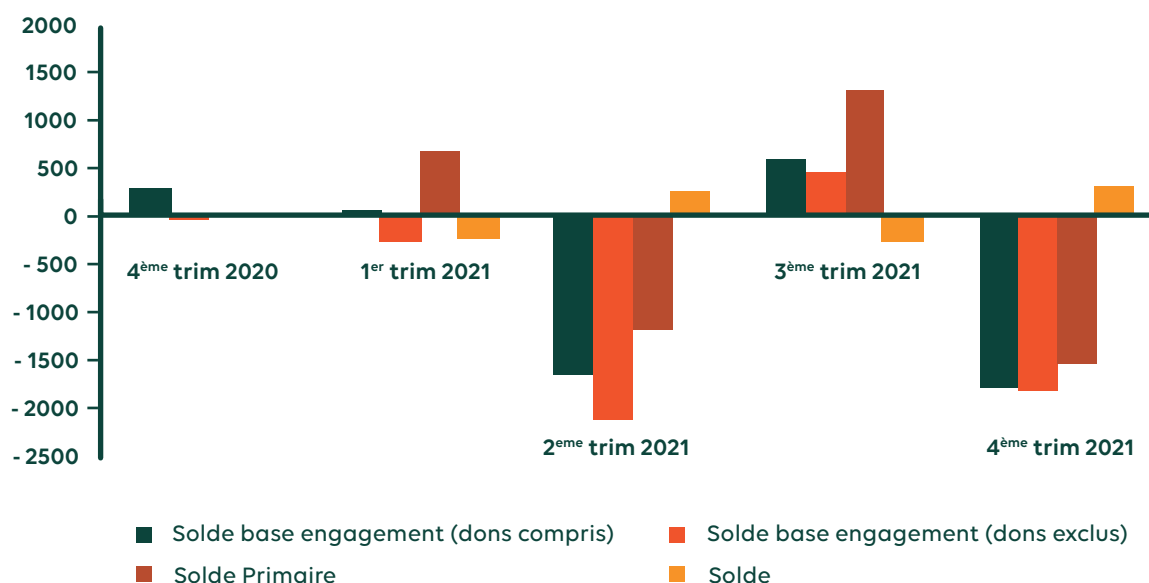
2.4.3 — Soldes budgétaires et financement

La croissance des dépenses publiques par rapport aux recettes s'est traduite par une dégradation des principaux soldes budgétaires au quatrième trimestre 2021.

En effet, le solde budgétaire (base engagement dons inclus) est ressorti déficitaire de GNF 1 756,5 milliards, contre un excédent de GNF 601,7 milliards au troisième trimestre 2021. Le solde budgétaire (hors dons) est déficitaire de GNF 1 803,9 milliards au quatrième trimestre 2021.

Le solde budgétaire primaire est aussi déficitaire de GNF 1 519,11 milliards, contre un excédent de GNF 1 329,6 milliards au troisième trimestre 2021. Par contre, le solde budgétaire (base caisse) s'améliore, passant d'un déficit de GNF 228,2 milliards au troisième trimestre 2021 à un excédent de GNF 310,2 milliards.

Graphique 10 — Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Au quatrième trimestre 2021, le financement du déficit budgétaire est assuré par le financement extérieur net de GNF 188,4 milliards et ce, malgré un désendettement intérieur net de GNF 55,2 milliards. Le financement intérieur est couvert par le secteur bancaire à hauteur de GNF 240,7 milliards, et par un désendettement vis-à-vis du système non bancaire de GNF 295,9 milliards.

Tableau 5 — Evolution du financement du solde budgétaire (en milliards de GNF)

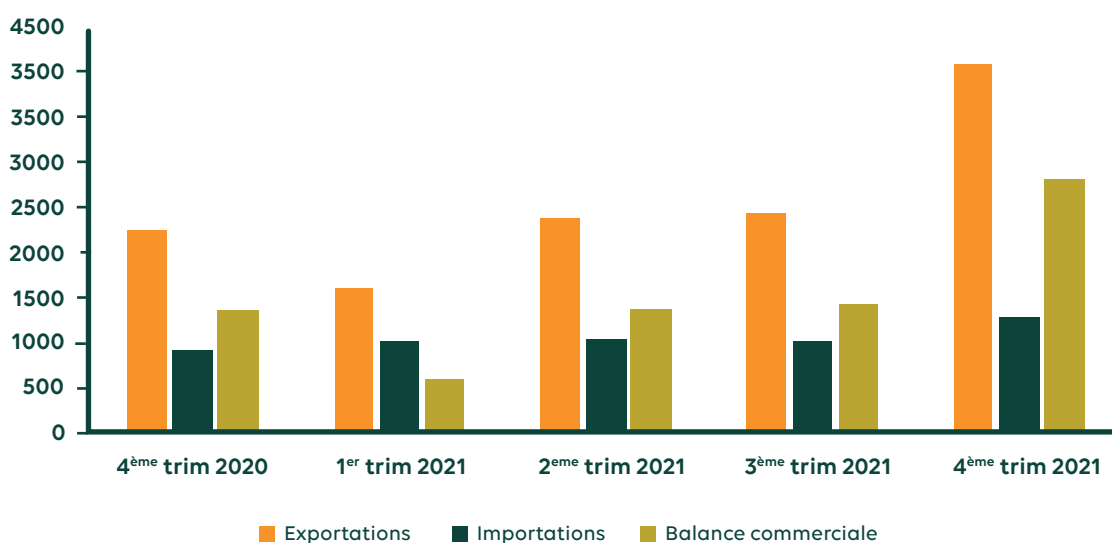
	4 ^{ème} trim 2020	1 ^{er} trim 2021	2 ^{ème} trim 2021	3 ^{ème} trim 2021	4 ^{ème} trim 2021
Financements identifiés	-639,57	200,39	-264,22	228,16	133,23
Financement extérieur net	-1,53	934,08	246,55	299,55	188,43
Tirages	171,5	1 014,3	416,5	331,5	162,9
Amortissement	-191,6	-142,7	-200,4	-143,1	-113,4
Financement intérieur net	-638,05	-733,69	-510,77	-71,39	-55,20
Système bancaire	112,24	-210,22	-232,16	397,72	240,70
Financement non bancaire	-750,29	-523,47	-278,61	-469,11	-295,89

Source : Ministère du Budget

2.5 Secteur extérieur

Au quatrième trimestre 2021, les relations de la Guinée avec l'extérieur sont marquées par une balance commerciale excédentaire de USD 2 964,5 millions contre un excédent de USD 1 345,7 millions au quatrième trimestre de 2020. Cet excédent est le reflet de l'augmentation plus prononcée des exportations des produits miniers et forestiers, et ce, malgré la hausse des importations de produits pétroliers et chimiques.

Graphique 11 — Evolution de la balance commerciale (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.5.1 — Exportations

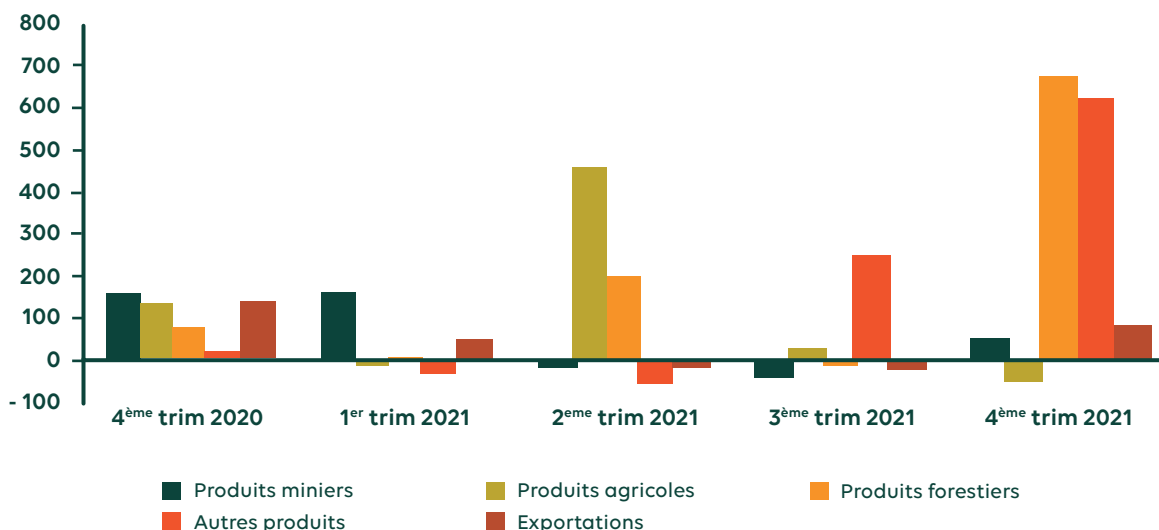
Les exportations sont passées de USD 2 251,8 millions au quatrième trimestre 2020 à USD 4 008,2 millions au quatrième trimestre 2021, soit une hausse de 78 %. Cette progression est portée par les produits miniers et forestiers, qui enregistrent une amélioration de 50 % et de USD 97,7 millions, respectivement.

Ainsi, l'amélioration des exportations des produits miniers est expliquée par les exportations d'or qui s'établissent à USD 5 499,1 millions en hausse de 96,6 %, en glissement annuel. L'augmentation simultanée des exportations de l'or industriel et artisanal ainsi que l'évolution favorable du cours de l'or sur le marché international sont les principales raisons de la bonne performance des produits miniers.

Par contre, les exportations de bauxite affichent une contraction de 7,1 % par rapport au quatrième trimestre 2020, en se situant à USD 856,3 millions au quatrième trimestre 2021. Le volume des exportations de bauxite passe de 23,3 millions de tonnes au quatrième trimestre 2020 à 21,4 millions de tonne au quatrième trimestre 2021, soit une baisse de 8 %, en lien avec la réduction de la demande chinoise de bauxite pour certaines sociétés minières de la place.

L'évolution favorable du cours des produits forestiers sur le marché international a contribué à l'amélioration des exportations de ces produits. Ces exportations atteignent USD 112,3 millions, contre USD 14,6 millions un an auparavant, soit une augmentation de USD 97,7 millions. L'embellie du cours des produits forestiers concerne principalement le caoutchouc.

Graphique 12 — Evolution en glissement annuel des exportations par type de produits (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

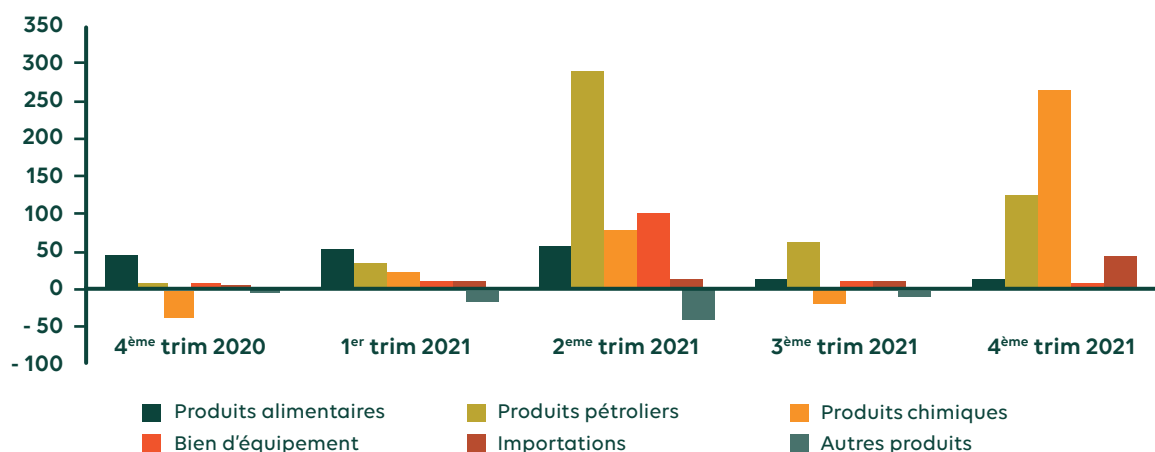
2.5.2 — Importations

Le contexte mondial est marqué par une hausse du prix du pétrole, résultant de la perturbation de l'offre et des contraintes de production. Cette hausse du prix du pétrole sur le marché mondial a entraîné une augmentation de la facture des importations de biens dans le pays. Ces importations sont passées de USD 906,1 millions au quatrième trimestre 2020 à USD 1 043,7 millions à la même période de 2021, soit une progression de 15,2 %. Cette évolution est portée essentiellement par les produits pétroliers et, dans une moindre mesure, par les produits alimentaires.

Les importations des produits pétroliers enregistrent une augmentation de 83,8 % par rapport au quatrième trimestre 2020 pour s'établir à USD 282 millions au quatrième trimestre 2021. Quant

aux produits alimentaires, leurs importations passent de USD 124,4 millions au quatrième trimestre 2020 à USD 136,4 millions au quatrième trimestre 2021, soit une augmentation de 10 %. Cette augmentation est liée à la hausse des prix de certains produits alimentaires sur le marché international. Par contre, les importations de riz enregistrent une baisse de 21,3 % par rapport au quatrième trimestre 2020 pour atteindre USD 34,7 millions au quatrième trimestre 2021. Cette baisse est expliquée par la chute du prix du riz sur le marché international, résultant de l'augmentation de la production mondiale en lien avec l'amélioration des conditions de croissance en Chine et en Inde, qui représentent plus de la moitié des approvisionnements y compris la Thaïlande.

Graphique 13 — Evolution en glissement annuel des importations par type de produits (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.6 Perspectives macroéconomiques

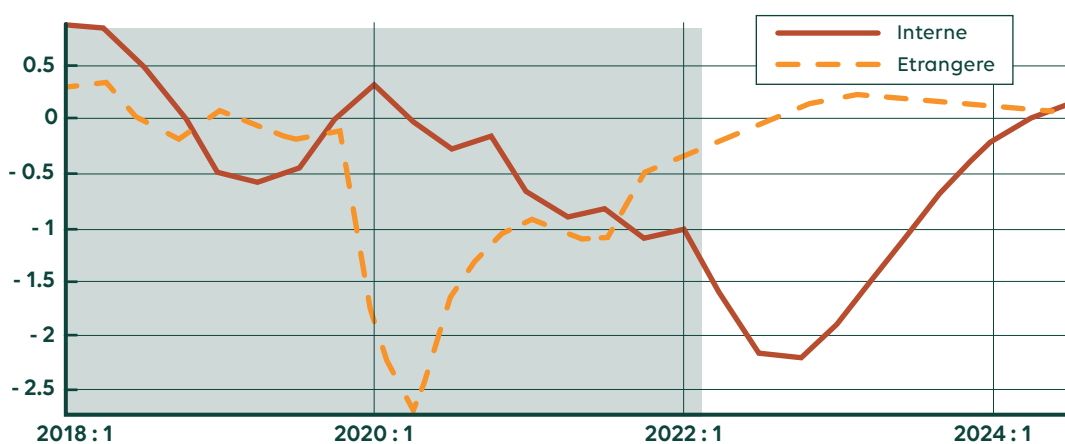
2.6.1 — Prévision macroéconomique dans le scénario de base

La reprise de l'activité économique mondiale reste confrontée au variant Omicron qui continue de restreindre les déplacements. Ce phénomène combiné avec l'augmentation du prix de l'énergie et la rupture de l'approvisionnement peuvent pousser considérablement à la hausse les prix sur le marché mondial en 2022. Cette augmentation pourrait entraîner la hausse des prix des produits importés et par conséquent le niveau général des prix à la consommation.

Cette situation pourrait être aggravée par la hausse de la demande domestique dans un contexte d'augmentation des dépenses publiques liée au dégel de certains comptes de l'administration publique. Elle pourrait toutefois être atténuée par l'appréciation du taux de change nominal qui résulterait principalement de l'amélioration de l'offre de devises en lien avec le rapatriement des recettes d'exportation et le décaissement attendu des USD 700 millions avec la Banque Mondiale. Ces différents facteurs externes et internes constituent le scénario de base de la prévision.

Selon ce scénario, l'économie guinéenne resterait résiliente malgré le contexte actuel de l'environnement international. La croissance du PIB serait de 5,7 % en 2022, portée par tous les secteurs d'activités économiques. Avec la robustesse de cette croissance, l'écart de production continuerait de rester négatif en 2022 et pourrait se creuser jusqu'au quatrième trimestre 2023. Cet écart continuerait de se refermer progressivement à partir du premier trimestre 2023 et pourrait s'annuler au deuxième trimestre 2024.

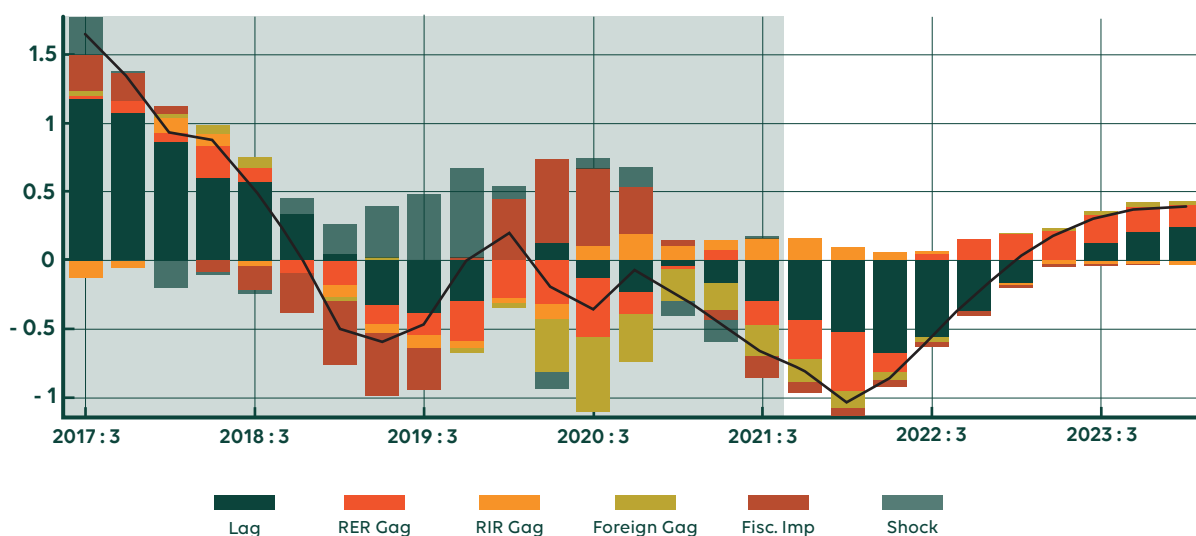
Graphique 14 — Evolution de l'écart de production (en %)



Source : Calcul à partir des données de la Direction Nationale du Plan et de la Prospection

L'écart négatif de la production s'expliquerait principalement par sa persistance, la surévaluation du taux de change effectif réel, la faiblesse de la demande étrangère dans un contexte d'impulsion budgétaire négative.

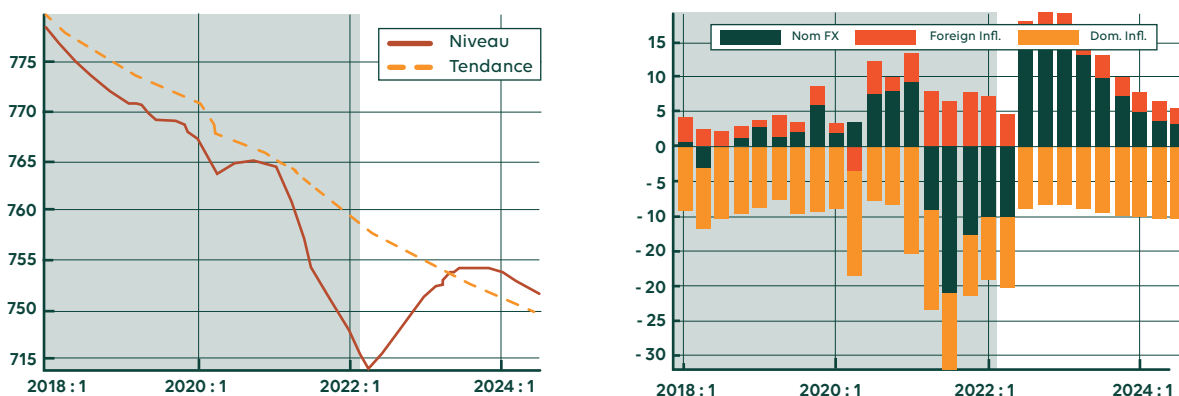
Graphique 15 — Evolution de la décomposition de l'écart de production (en %)



Source : Calcul à partir des données de la Direction Nationale du Plan et de la Prospection

L'évolution de l'écart du taux de change effectif réel négatif indique qu'il resterait surévalué jusqu'au troisième trimestre 2022. Cette tendance de surévaluation résulterait d'un niveau d'inflation domestique plus élevé que ceux des principaux partenaires commerciaux ainsi que d'une appréciation attendue du taux de change nominal. Cette appréciation attendue du taux de change nominal pourrait s'expliquer par l'amélioration de l'offre de devises en lien avec les effets positifs du rapatriement des recettes d'exportation minière, et la baisse de la demande de devises causée par la rationalisation des dépenses publiques et les effets de la digitalisation fiscale. Par ailleurs, le taux de change effectif réel serait sous-évalué à partir du quatrième trimestre 2022.

Graphique 16 — Evolution de l'écart du taux de change réel et de sa décomposition (en %)



Source : Calcul à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

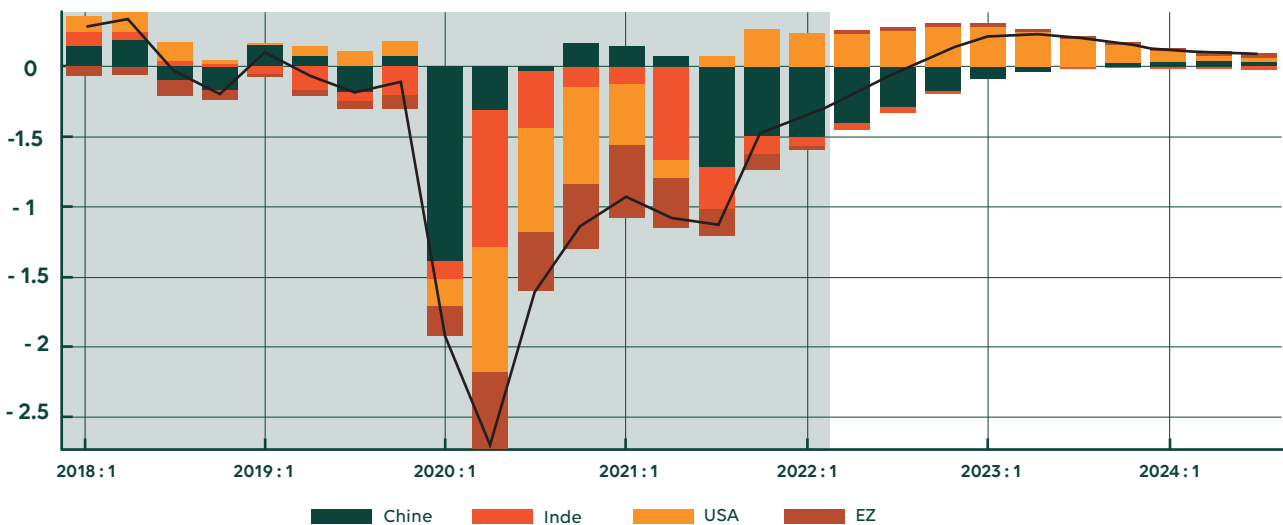
La faiblesse de la demande étrangère proviendrait de l'écart de production négatif en Chine et en Inde, en dépit d'un écart de production positif aux Etats Unis et dans la Zone Euro.

En Chine, la production resterait faible par rapport à son potentiel jusqu'au deuxième trimestre 2023, résultant de la baisse des investissements dans l'immobilier et des effets de l'instauration des mesures de confinement de la population dans certaines régions suite à la recrudescence du COVID-19.

En revanche, dans la Zone Euro, l'écart de production resterait positif jusqu'au troisième trimestre 2022, et atteindrait son niveau d'équilibre à partir du quatrième trimestre 2022. Il serait soutenu par l'augmentation de la consommation et de l'investissement privés liée à la levée des restrictions sanitaires, à la relance économique nationale et européenne et aux dépenses des ménages. Aux Etats Unis, la demande resterait plus forte jusqu'au premier trimestre 2024, en raison de la relance des grands projets d'investissement dans les infrastructures et l'augmentation de la consommation stimulée par l'épargne des ménages.



Graphique 17 — Décomposition de l'écart de production étrangère (en %)

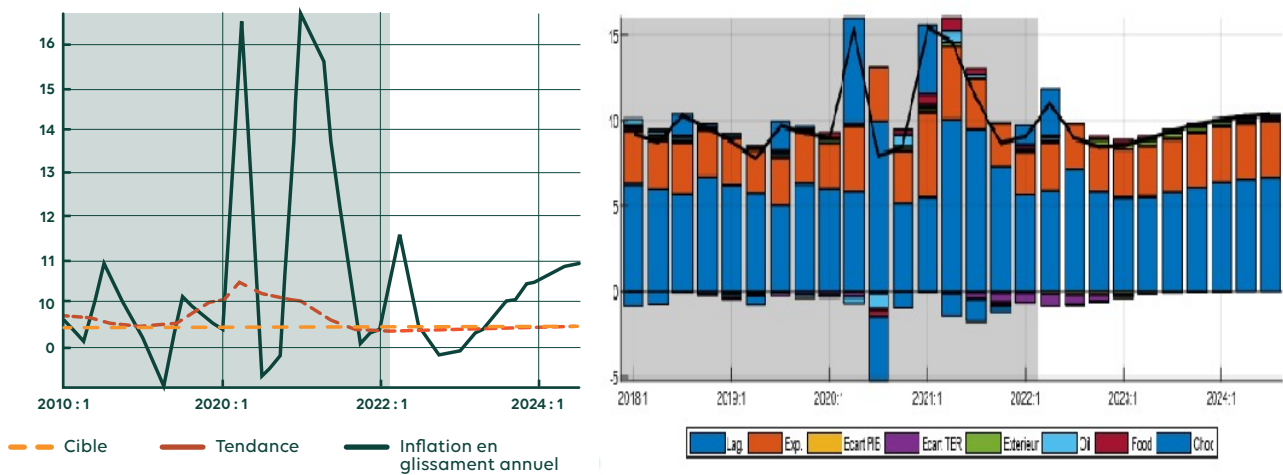


Source : Calculs à partir des données du Fonds Monétaire International

L'inflation continuerait de rester supérieure à sa cible. La hausse de l'inflation serait due notamment à sa persistance, aux anticipations inflationnistes et, dans une moindre mesure, à la hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires et à la surévaluation du taux de change effectif réel.

L'inflation, en glissement annuel, devrait s'établir à 10,5% au deuxième trimestre 2022. Elle devrait continuer de baisser progressivement vers son objectif pour se situer à 9,9% au troisième trimestre 2022, en raison de la faiblesse de la demande et de l'appréciation attendue du taux de change nominal.

Graphique 18 — Evolution de l'inflation et de sa décomposition (en %)



Source : Calculs à partir des données de l'Institut National de la Statistique

En raison du taux d'inflation prévu, l'écart du taux d'intérêt réel par rapport à son niveau naturel resterait positif, ce qui indiquerait un resserrement de la politique monétaire. Cependant, cet écart positif devrait se réduire progressivement en fonction de la baisse attendue de l'inflation.

Graphique 19 — Ecart du taux d'intérêt réel (en %)

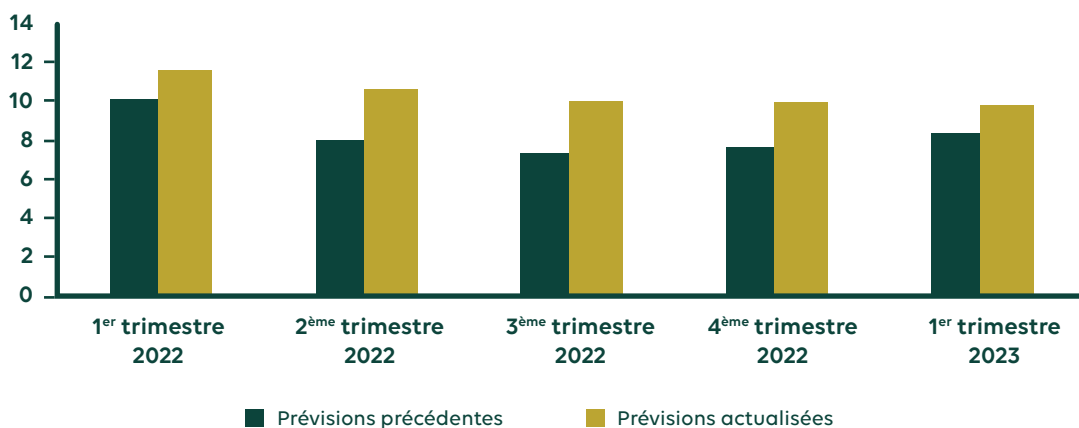


Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

2.6.2 — Comparaison des prévisions actualisées et précédentes

La prévision de l'inflation actualisée est revue à la hausse par rapport à la prévision de décembre 2021. Cette révision à la hausse s'explique notamment par l'augmentation de la demande liée au dégel des comptes de l'administration publique par les nouvelles autorités de la transition. Elle est expliquée également par la persistance et les anticipations d'inflation plus élevées que prévues antérieurement.

Graphique 20 — Prévisions de l'inflation (en %)



Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

2.6.3 — Prévisions macroéconomiques dans le scénario alternatif

La Russie et l'Ukraine étant des grands producteurs du pétrole, du gaz et du blé dans le monde, la guerre entre ces deux pays va contribuer à la flambée des prix de ces produits sur le marché international. Ainsi, les cours du pétrole sont passés de USD 95,76 le baril en février 2022 à USD 113,11 entre le 1^{er} et le 15 mars 2022. Si cette tendance se poursuit, le Gouvernement ferait face à deux scénarii possibles.

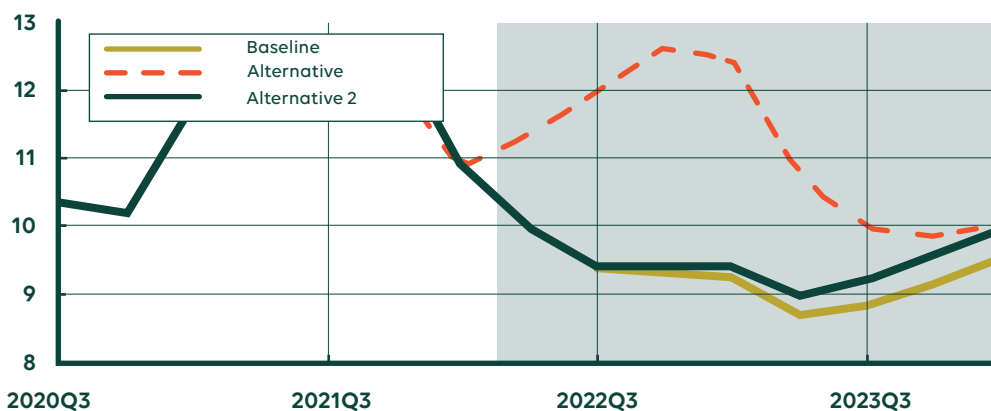
Dans le premier scénario, l'Etat pourrait subventionner le prix du carburant à la pompe, ce qui contribuerait à accroître le déficit budgétaire. Ce scénario suppose que le déficit budgétaire pourrait atteindre 4,1 % du PIB.

Dans le deuxième scénario, l'Etat pourrait s'abstenir de subventionner le carburant à la pompe. Le prix du carburant à la pompe serait flexible, ce qui limiterait l'impact de la hausse des cours du pétrole sur le déficit budgétaire. Ce scénario suppose une augmentation du prix du carburant à la pompe de GNF 10 000 à GNF 12 000 au deuxième trimestre 2022.

L'augmentation du prix du carburant à la pompe et l'augmentation du déficit budgétaire représentent le scénario alternatif et alternatif 2, respectivement.

Les scénarii alternatifs pourraient se traduire, à court terme, par une inflation plus élevée que dans le scénario de base, en raison des anticipations plus prononcées, de la persistance de l'inflation et de la surévaluation plus élevée. Toutefois, l'inflation resterait plus prononcée dans le scénario alternatif que dans le scénario alternatif 2, résultant principalement de l'augmentation du prix des produits énergétiques et des anticipations plus prononcées. En effet, l'inflation se situerait à 12 % et 10,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, respectivement.

Graphique 21 — Evolution comparée des scénarii de base et alternatif de l'inflation (en %)



Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

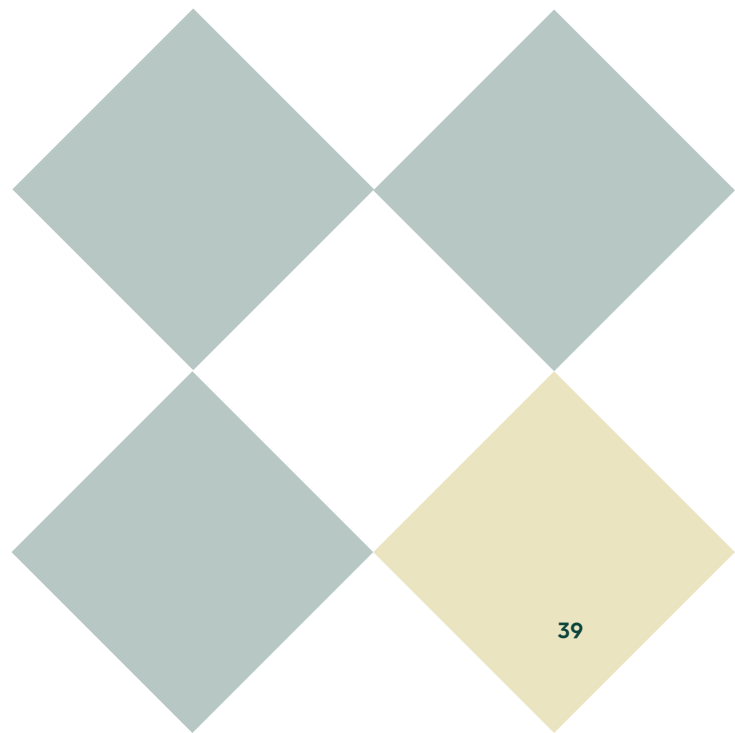
2.6.4 — Risques sur les perspectives de l'inflation

Si la guerre en Ukraine et le confinement annoncé en Chine se poursuivent, la croissance mondiale pourrait se contracter. Cette baisse pourrait se traduire par une diminution de la demande mondiale.

Sur le plan national, la baisse de la demande mondiale pourrait avoir pour conséquence une réduction des investissements des sociétés minières en Guinée, ce qui entraînerait la baisse de la production minière. La baisse de la production engendrerait une contraction des exportations, ce qui impacterait négativement les réserves de change. La contraction des réserves de change exercerait une baisse sur l'offre de devises, qui se traduirait par une dépréciation du franc guinéen. Cette dépréciation à son tour causerait une pression sur les prix des biens importés et par conséquent sur l'inflation.

En tenant compte de l'évolution de la situation politique actuelle du pays, la transition pourrait faire face à des crises socio-politiques. Ces crises pourraient se traduire par une incertitude économique. Cette incertitude économique entraînerait une instabilité économique, notamment la méfiance des investisseurs étrangers dans le pays et, par ricochet, une dépréciation du franc guinéen. Cette dépréciation exercerait une pression sur les prix. L'incertitude pourrait également entraîner la méfiance des opérateurs économiques nationaux, ce qui pourrait relancer la spéculation et entraîner une hausse des prix.

Si le calendrier de finalisation des travaux de reconstruction des infrastructures routières est respecté, cela pourrait faciliter le transport et améliorer l'offre et la distribution des produits de consommation, ce qui exercerait simultanément une baisse sur le coût du transport et les prix relatifs de ces produits. Ces baisses engendreraient une diminution du niveau général des prix à la consommation. De même, les mesures d'abus d'interdiction de position monopolistique édictées par le Gouvernement pourraient également engendrer une baisse de l'indice des prix à la consommation.





Annexes

Tableau 6 — Evolution du PIB réel (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			Est.	Est.	Prév.	
CROISSANCE						
PIB	10,3%	6,4%	5,6%	7,0%	5,5%	5,7%
PIB par tête	7,9%	4 %	3,3%	4,6%	2,9%	3,4%
Secteur primaire	10 227	10 772	11 588	12 300	13100	13953
Agriculture	5 040	5 335	5 711	6 009	6339	6 711
Elevage, Chasse, services annexes	1 710	1 813	1 962	2 115	2320	2 471
Sylviculture	1 358	1 399	1 417	1 392	1385	1 415
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 119	2 225	2 498	2 784	3056	3 356
Secteur secondaire	19 762	21 136	22 659	27278	29066	31 215
Activités extractives	10 077	11 084	12 130	16176	17348	18 851
Fabrication de produits alimentaires et de boissons	1 538	1 587	1 694	1743	1815	1 896
Fabrication d'autres produits manufacturiers	4 555	4 692	4 884	4991	5161	5 402
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	550	581	633	863	1035	1 124
Construction	3 043	3 193	3 319	3505	3707	3 943
Secteur tertiaire	26 069	27 639	28 997	28470	29663	30 821
Commerce	10 869	11 560	12 179	11001	11275	11 569
Hôtels et restaurants	553	591	615	576	590	617
Transports	2 499	2 629	2 750	2698	2798	2 909
Postes et télécommunications	465	487	509	595	677	741
Autres services marchands	3 971	4 169	4 311	4462	4629	4 811
Activités d'administration publique	5 206	5 572	5 913	6222	6590	6 864
Autres services non marchands	2 505	2 631	2 720	2916	3105	3 310
Impôts nets des subventions	3971	4300	4181	4095	4248	4 412
PIB aux prix du marché	60029	63848	67406	72143	76077	80 402

Source : Direction Nationale du Plan et de la Prospective

Tableau 7 — La Balance des paiements (en millions de USD)

Libellé poste	4 ^{ème} T 2020	1 ^{er} T 2021	2 ^{ème} T 2021	3 ^{ème} T 2021	4 ^{ème} T 2021
A. Compte des transactions courantes n.i.a	688,3	273,3	1201,08	1082,70	2789,20
Crédit	2432,2	1 641,20	2575,53	2483,75	4212,20
Débit	1743,9	1 367,90	1374,45	1401,05	1423,00
1. Balance commerciale	1345,7	585,5	1348,81	1 407,19	2 964,46
Crédit	2251,8	1 596,40	2375,06	2 418,57	4 008,15
Débit	906,1	692,6	1026,26	1 011,38	1 043,69
2. Balance des services	-704,6	-177,1	-171,79	-175,63	-172,94
Crédit	19,7	5,3	5,12	5,76	10,83
Débit	724,3	182,4	176,91	181,39	183,76
3. Revenus primaires	-14,2	-166,2	-140,82	-191,76	-153,18
Crédit	9,6	0,5	1,24	1,42	7,14
Débit	23,8	166,7	142,07	193,18	160,32
4. Revenus secondaires	61,4	31,1	164,88	42,91	150,85
Crédit	151,2	39	194,10	58,01	186,0--8
Débit	89,7	7,9	29,21	15,09	35,23
B. Compte de capital n.i.a	33,3	87,6	49,07	15,95	6,96
Crédit	34,8	87,9	50,61	16,24	7,49
Débit	1,5	0,3	1,54	0,29	0,53
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	721,6	360,9	1250,15	1098,65	2796,15
D. Compte financier n.i.a	435,7	129,5	1212,78	786,26	2844,73
1. Investissement direct n.i.a	-64,9	65,2	-34,83	5,29	-67,85
2. Investissement de portefeuille n.i.a	8,3	0	0	20,94	-1,32
3. Drivés financiers n.i.a	0	0	0	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	492,3	64,2	1247,61	760,03	2913,89
E. Erreurs et omissions nettes	-0,9	-53,1	-0,05	-0,10	0,03
F. Solde global à financer	285	178,3	37,32	312,30	-48,54
G. Financement du solde global	285	178,3	50,83	319,21	-36,65
Avoirs de réserve	100,6	88,5	-0,76	243,74	-49,34
Crédits et prêts du FMI	63,1	-14,5	-26,72	-19,97	-43,44
Financement exceptionnel	121,2	104,3	78,31	95,44	56,13
Tirages sur nouveaux emprunts	121,3	95,7	64,80	88,53	44,24
Remises de dettes	0	0	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	13,5	8,6	13,51	6,91	11,89
Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0,00	0,00	0,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée (* données provisoires)

Tableau 8 — Le taux de change du marché officiel et du marché parallèle de septembre 2020 à septembre 2021 (fin de période)

	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
Taux officiel	9 990,00	10 060,20	10 104,0	9 958,00	9862,36	9748,99	9769,98	9701,57	9740,35	9704,80	9 563,07	9 327,95	9 114,13
Taux des bureaux des changes	9 925,80	10 001,80	10 021,70	9 997,00	9900,00	9814,17	9831,67	9766,67	9816,67	9766,67	9 600,00	9 425,00	9 000,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 9 — Evolution des prix par fonction

	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
Indice Global	1220,9	1247,4	1261,8	1272,5			1324,2	1340,8	1357,4	1360,8	1363,9	1370,0	1373,9
Alimentation	2166,7	2232,1	2248,8	2270,9	2362,8	2387,9	2396,7	2434,6	2454,7	2461	2477,1		2494
Habillements et chaussures	596	596,5	597	597	598,6	598,6	598,6	599,3	599,3	600,4	600,8	607,9	607,9
Ameublement/ Equipement ménager	709,5	714,4	766,5	773,2	780,6	797,9	825,8	831,7	882,2	768,2	894	916,8	925,8
Transport	711,4	710	710	710	710	710	710	710	741,1	740,8	621,3	623,5	623,5
Logement / Electricité / Eau /Gaz	735,3	743,7	775,5	777,1	782,3	763	752,3	763,2	771,4	768,2	769,3	761,9	754,9
santé	780,6	788	790,4	805,2	817,3	822,2	829,5	834,4	838,9	842,4	844,3	845,6	849,8
loisir / spectacle / culture	374,7	373,2	373,2	373,2	374	374	374	374,7	374,7	374,7	374,7	374,7	374,7
enseignement	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	412,2	412,2
hôtels café restaurants	691,1	690,8	690,8	690,8	690,8	690	690,8	690,8	690,8	690,8	690,8	700	700
autres biens et services	368,7	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	515,5	528,7	528,7

Source : Institut National de la Statistique

Tableau 10 — Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21
AVOIRS EXTERIEURS NETS	12 186,70	13 092,50	14 047,10	14 720	14 699, 5
Banque Centrale (1)	8 754,50	8 969,00	9 079,90	9 535,70	9 579,63
(en millions de dollars)	972,2	996	1 008,30	1 058,90	1 063,81
Or	2 535,50	2 535,50	2 535,40	2 535,60	2 535,53
FMI	-4 825,10	-4 851,30	-4 895,70	-4 661,40	-4 682,63
Position de réserve	339,6	339,6	339,6	339,6	339,56
Avoirs en DTS	856,9	861,9	870,4	724,7	728,69
Avoirs en devises (net)	9 847,70	10 083,40	10 230,20	10 597,20	10 658,47
Banque de Dépôts	3432,3	4123,5	4967,2	5184,3	5119,8
AVOIRS INTERIEURS NETS	25234	25068,1	24508,9	24809,6	24739,3
Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG	7700,6	7913,7	7728,6	7709,7	7743,2
Crédit intérieur net	33486,8	33111,9	32348,8	33136,3	33041,1
Créances sur le Secteur Public	20478	20090,1	19747,2	20038,1	19810,2
Créances nettes sur l'Etat*	20478	20085,2	19740,7	19964,5	19735,9
BCRG (avec stock dette titrisée)	11567,2	11243,3	11147,5	11252,4	11230,9
BCRG (hors recapitalisation)	7543,3	7219,4	7123,5	7228,5	7207
Banques	8910,7	8841,8	8593,3	8712,1	8505
Créances sur les E/ses Pub	0,1	5	6,5	73,6	74,3
Créances sur le Secteur Privé	13008,8	13021,8	12601,6	13098,2	13230,8
. Créances compromises	1001,8	1055,2	1144,4	1098,2	1149,6
dont provisions	760,3	769,3	782,7	789,9	805,4
. Créances saines	12007	11966,6	11457,2	12000	12081,2
dont créances à MLT	5099,3	5068,7	4808,7	4949,4	4862,4
Autres Postes nets	-8252,8	-8043,8	-7839,9	-8326,7	-8301,8
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	-4527	-4019,8	-3815,9	-4302,7	-4277,8
MASSE MONETAIRE	37420,7	38160,7	38556	39529,6	39438,7
Base Monétaire	16455	16882,8	16808,5	17245,4	17322,8
Monnaie en circulation	11541,6	11641,3	11480,6	11927,5	12285,7
Dépôts à vue GNF	14712,9	14843,4	15108,1	14971,5	14432,2
Dépôts à terme GNF	3192,6	3120,1	3072,9	3393,4	3578,1
Dépôts en devises	7973,5	8555,8	8894,4	9237,3	9142,8

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
14 445,17	15 125,07	15 239,92	14 450,74	14 599,98	14 916,48	14 480,70	14 627,21
9 586,70	9 757,02	9 628,95	9 377,15	9 247,67	9 545,73	9 834,19	9 500,47
1 064,60	1 083,51	1 069,29	1 041,33	1 026,95	1 060,05	1 092,08	1 055,02
2 535,53	2 535,64	2 535,64	2 535,64	2 311,93	2 311,93	2 312,42	2 226,12
-4 651,77	-4 381,46	-4 463,22	-4 465,98	-7 242,94	-7 127,45	-6 859,54	-6 537,00
339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56
725,45	716,28	826,39	826,69	3 633,22	3 583,09	3 463,94	3 378,30
10 637,93	10 547,00	10 390,58	10 141,24	10 205,90	10 438,60	10 577,80	10 093,49
4858,5	5368,1	5611	5073,6	5352,3	5 370,75	4 646,51	5 126,74
25191,3	24689,4	25302	25864,4	25541,7	25 091,49	25 294,71	25 954,34
8275,3	7733,8	8336,6	8715,4	7792	7 494,06	7 424,86	7 956,18
33195	32645,6	33938,5	34684,3	33586,4	33 914,36	33 808,78	34 436,39
20117,1	19742,5	20854,2	21388,7	20172,3	19 973,58	19 833,93	20 549,80
19960,4	19546,8	20629,7	21161,3	19930,9	19 734,19	19 602,21	20 322,67
11590	11235,4	12065,2	12440,4	11198,1	10 951,14	10 859,30	11 623,00
7566,1	7211,5	8041,2	8416,4	7174,1	6 927,19	6 835,34	7 277,13
8370,4	8311,4	8564,5	8720,9	8732,8	8 783,04	8 742,92	8 699,67
156,7	195,7	224,4	227,4	241,4	239,39	231,71	227,12
13077,9	12903,1	13084,4	13295,6	13414	13 940,78	13 974,86	13 886,59
1151,2	1105,7	1105,5	1093,5	1136,8	1 138,15	1 157,69	1 099,05
811,8	784,2	792,4	794,5	793,4	801,98	839,28	790,78
11926,7	11797,4	11978,8	12202,1	12277,2	12 802,63	12 817,17	12 787,54
5076,9	5117,1	5171,9	5282,3	5227,7	5 373,72	5 367,04	5 591,98
-8003,7	-7956,2	-8636,5	-8819,9	-8044,7	-8 822,87	-8 514,08	-8 482,05
-3979,8	-3932,2	-4612,6	-4796	-4020,7	-4 798,92	-4 490,12	-4 136,18
39636,5	39814,5	40541,9	40315,1	40141,6	40 007,97	39 775,40	40 581,54
17862	17490,8	17965,5	18092,6	17039,7	17 039,79	17 259,05	17 456,64
12321,9	12024,8	12451,6	11802,4	11695,1	11 820,87	11 875,23	12 071,92
14691,8	15179,5	15441,4	15741,1	15902,2	15 463,98	15 733,69	15 986,25
3602,9	3616,6	3530,4	3803,2	3620,3	3 792,03	3 705,49	3 755,11
9019,9	8993,6	9118,5	8968,4	8924,1	8 931,10	8 460,99	8 768,27

Tableau 11 — Résultats de prévision du scénario de base

		21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2	23Q3	23Q4	24Q1	24Q2	24Q3
PIB														
Croissance	% YoY	5.4	5.0	5.8	5.4	4.8	5.1	5.2	6.3	7.3	7.7	7.7	7.4	7.0
	% QoQ @ar	6.4	5.0	6.8	3.5	4.0	6.0	7.3	8.0	8.0	7.7	7.2	6.8	6.4
Tendance de Croissance	% YoY	6.0	6.0	6.1	6.2	6.2	6.2	6.1	6.1	6.0	6.0	5.9	5.9	5.8
	% QoQ @ar	6.1	6.2	6.3	6.2	6.2	6.1	6.0	6.0	5.9	5.9	5.9	5.8	5.8
Ecart de PIB	%	-0.8	-1.1	-1.0	-1.6	-2.2	-2.2	-1.9	-1.4	-0.9	-0.5	-0.2	0.0	0.2
Inflation														
Inflation	% YoY avg	13.2	13.3	11.5	10.5	9.9	9.8	9.7	9.1	9.2	9.6	10.0	10.4	10.6
	% YoY eop	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	% QoQ @ar	11.9	9.1	9.5	11.6	9.4	8.8	8.9	9.3	9.8	10.3	10.6	10.8	10.9
Cible Inflation	% YoY	9.9	9.7	9.5	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.5	9.5	9.5
Taux de Change														
Nominal	GNF per USD	9318.5	9026.4	8800.0	8600.0	8914.3	9287.6	9662.0	9982.8	10233.7	10419.4	10554.9	10657.9	10743.8
	% YoY	-3.2	-8.1	-12.4	-12.5	-4.3	2.9	9.8	16.1	14.8	12.2	9.2	6.8	5.0
Depreciation	% QoQ @ar	-19.1	-12.0	-9.7	-8.8	15.4	17.8	17.1	14.0	10.4	7.5	5.3	4.0	3.3
	% QoQ @ar	-22.8	-12.9	-11.5	-14.4	9.4	12.0	11.1	7.5	3.5	0.2	-2.2	-3.7	-4.5
Depreciation Reel	% QoQ @ar													
Taux Interet														
Nominale	% p.a.	11.5	9.8	9.6	9.0	8.0	7.5	7.1	7.4	8.0	8.6	9.1	9.5	9.8
	% p.a.	-1.2	-0.8	0.4	-0.5	-1.4	-1.7	-1.7	-1.4	-1.2	-1.0	-0.8	-0.6	-0.5
Reel														
Nominal Money (Base monétaire)														
Actual level	bln GNF	17.8	17.8	17.7	18.0	18.6	19.2	19.9	20.6	21.4	22.2	23.1	24.0	25.1
Target level	bln GNF	16.6	16.9	17.3	17.8	18.3	18.8	19.5	20.1	20.8	21.5	22.3	23.1	23.9
Actual growth	% QoQ @ar	4.2	-0.6	-1.2	7.0	11.3	13.5	13.9	14.2	14.7	15.3	15.8	16.2	16.5
Target growth	% QoQ @ar	5.7	7.1	8.6	10.7	11.6	12.2	12.7	13.1	13.4	13.7	13.9	14.0	14.1

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI

Tableau 12 — Résultats de prévision du scénario alternatif augmentation du prix du carburant de GNF 10 000 à GNF 12 000

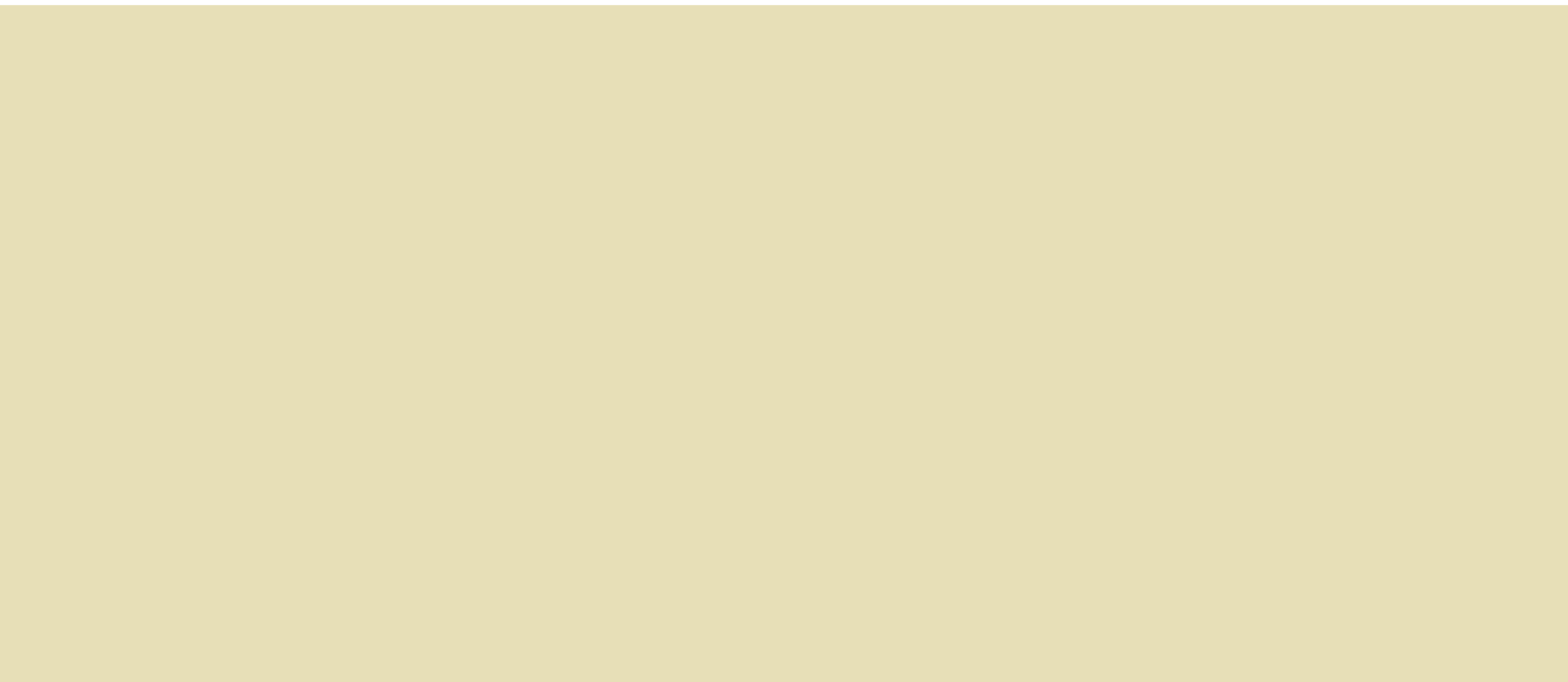
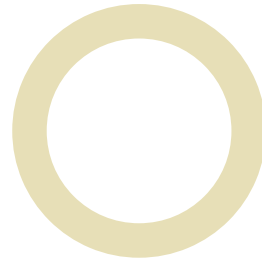
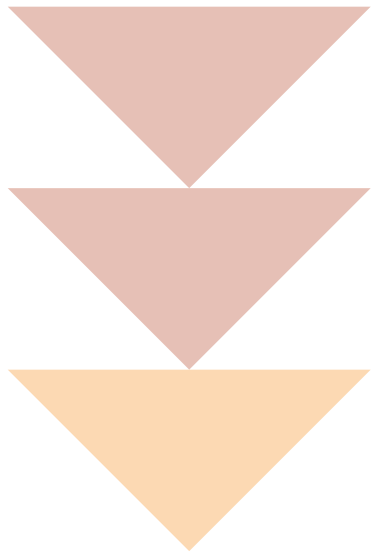
		21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2	23Q3	23Q4	24Q1	24Q2	24Q3
PIB														
Croissance	% YoY	5.4	5.0	5.8	5.4	4.7	4.8	4.6	5.6	6.6	7.3	7.6	7.5	7.3
	% QoQ @ar	6.4	4.9	6.9	3.6	3.6	5.0	6.4	7.4	7.8	7.7	7.5	7.1	6.7
Tendance de Croissance	% YoY	6.0	6.0	6.1	6.1	6.2	6.1	6.1	6.0	6.0	5.9	5.9	5.8	5.8
	% QoQ @ar	6.0	6.1	6.3	6.2	6.1	6.1	6.0	5.9	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8
Ecart de PIB	%	-0.7	-1.0	-0.9	-1.5	-2.1	-2.4	-2.3	-1.9	-1.5	-1.1	-0.7	-0.4	-0.1
Inflation														
Inflation	% YoY avg	13.0	12.9	11.5	12.0	12.7	13.4	13.2	11.3	10.5	10.3	10.5	10.7	10.9
	% YoY eop	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	% QoQ @ar	10.9	8.4	11.1	17.8	13.8	11.3	10.2	10.1	10.3	10.6	10.9	11.1	11.1
Cible Inflation	% YoY	9.9	9.8	9.6	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5
Taux de Change														
Nominal	GNF per USD	9239.2	8962.4	8800.0	8600.0	8731.3	9033.3	9434.3	9832.3	10176.4	10452.4	10666.9	10834.6	10971.2
	% YoY	-4.0	-8.7	-12.4	-12.5	-5.5	0.8	7.2	14.3	16.6	15.7	13.1	10.2	7.8
Depreciation	% QoQ @ar	-21.8	-11.5	-7.1	-8.8	6.3	14.6	19.0	18.0	14.7	11.3	8.5	6.4	5.1
	% QoQ @ar	-24.7	-11.8	-10.3	-18.9	-3.2	6.5	11.5	10.4	7.1	3.4	0.4	-1.7	-3.0
Depreciation Reel	% QoQ @ar													
Taux Interet														
Nominale	% p.a.	11.2	9.4	9.6	11.4	10.7	9.7	8.0	7.6	7.8	8.3	8.8	9.2	9.5
	% p.a.	-1.0	-0.7	0.0	-0.5	-1.9	-2.8	-2.7	-2.4	-2.0	-1.7	-1.4	-1.2	-1.0
Reel														
Nominal Money (Base monétaire)														
Actual level	bln GNF	17.7	17.6	17.7	18.3	19.2	20.1	21.1	22.0	22.9	23.8	24.7	25.7	26.8
Target level	bln GNF	16.7	17.1	17.6	18.1	18.6	19.2	19.9	20.6	21.3	22.0	22.8	23.6	24.5
Actual growth	% QoQ @ar	0.8	-2.2	3.9	13.2	18.1	20.0	18.3	16.6	15.8	15.6	15.7	15.9	16.1
Target growth	% QoQ @ar	7.3	9.5	11.2	11.6	12.2	12.7	13.1	13.4	13.7	13.9	14.0	14.1	14.2

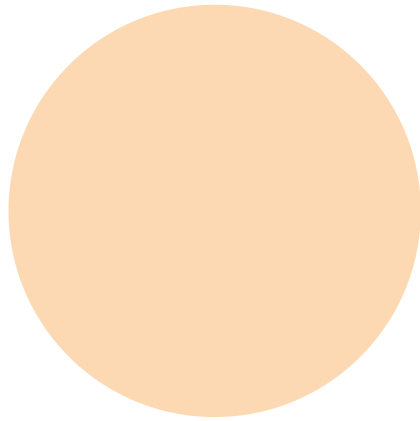
Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI

Tableau 13 — Comparaison du scénario de base avec les scénarii alternatifs

	21Q2	21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2	23Q3	23Q4	24Q1
Headline Inflation, % YoY												
baseline	12.3	13.2	13.3	11.5	10.5	9.9	9.8	9.7	9.1	9.2	9.6	10.0
alternative	12.3	13.0	12.9	11.5	12.0	12.7	13.4	13.2	11.3	10.5	10.3	10.5
alternative2	12.3	13.2	13.3	11.5	10.5	9.9	9.9	9.9	9.4	9.6	10.1	10.5
Headline Inflation, % QoQ												
baseline	15.7	11.9	9.1	9.5	11.6	9.4	8.8	8.9	9.3	9.8	10.3	10.6
alternative	15.7	10.9	8.4	11.1	17.8	13.8	11.3	10.2	10.1	10.3	10.6	10.9
alternative2	15.7	11.9	9.1	9.5	11.6	9.5	9.1	9.3	9.8	10.3	10.7	11.0

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI





12, boulevard du Commerce, 6^e avenue de la République C/Kaloum - BP 692 - Conakry - République de Guinée
Tél : (+224) 664 67 77 77 - Fax : (+224) 669 08 88 88 - mail : secretariat.gouv@bcr-guinee.org

www.bcr-guinee.org